



CENTRE FRANÇAIS SUR LA POPULATION ET LE DÉVELOPPEMENT



**POLITIQUES AFRICAINES EN MATIERE DE FECONDITE :
DE NOUVELLES TENDANCES**

Patrick GUBRY
Mpembele SALA DIAKANDA



**CENTRE FRANCAIS SUR LA POPULATION ET LE DEVELOPPEMENT
(C E P E D)**

Groupement d'Intérêt Scientifique BHSS-INED-INSEE-ORSTOM-Paris VI

**POLITIQUES AFRICAINES EN MATIERE DE FECONDITE :
DE NOUVELLES TENDANCES**

Patrick GUBRY¹
Mpembele SALA DIAKANDA²

LES DOSSIERS DU CEPED N° 2

PARIS, SEPTEMBRE 1988

(1) Démographe de l'ORSTOM, CEPED.

(2) Démographe

Institut de Formation et de Recherche Démographiques
(IFORD)

B.P. 1556, YAOUNDE (Cameroun) - Tél. : 22 24 71.

Directeur de la publication : Francis GENDREAU
Responsable de la collection : Patrick GUBRY

Ce numéro a été dactylographié par Livia MOLDOVAN
et mis en forme par Patrick GUBRY

Copyright CEPED 1988
ISBN 2-87762-001-8

SOMMAIRE³

Patrick GUBRY, Mpenbele SALA DIAKANDA : Vers la fin du Malthusianisme et du Populationnisme ? [Towards an end to the Malthusianism and Populationism ?].....5

Mpenbele SALA-DIAKANDA : De Bucarest à Mexico : Evolution des positions africaines en matière de population [From Bucarest to Mexico City : Evolution of the African positions concerning population.].....7

L'auteur analyse l'évolution des positions officielles des gouvernements africains sur l'évolution de leur population. Il constate, notamment par l'analyse de la perception du taux d'accroissement démographique sur le développement, un lent glissement vers un désir plus grand de maîtriser l'évolution de la population, ce qui est nouveau en Afrique.

MOTS-CLES : POPULATION, DEMOGRAPHIE, POLITIQUES DE POPULATION, FECONDITE, ACCROISSEMENT DEMOGRAPHIQUE, POPULATION ET DEVELOPPEMENT, AFRIQUE

Changes in the official positions adopted by African governments with regard to population growth are examined. It is observed, in particular through analysis of the perception of the effects of the growth rate on development, that a greater desire to control population growth is slowly appearing ; this is a new attitude in Africa.

KEY-WORDS : POPULATION, DEMOGRAPHY, POPULATION POLICIES, FERTILITY, POPULATION GROWTH, POPULATION AND DEVELOPMENT, AFRICA

Patrick GUBRY : Cameroun : D'un natalisme nuancé vers un anti-natalisme modéré ? [Cameroon : from a moderate pronatalist policy to a moderate anti-natalist policy ?].....23

Le Cameroun, longtemps considéré comme un pays "nataliste", l'était-il vraiment ? Inversement, depuis 1980, de nombreux indices semblent montrer un changement d'orientation : le Cameroun serait-il devenu "anti-nataliste" ? La réponse doit être nuancée dans les deux cas. Sont successivement examinés la réglementation, les plans de développement, les actions effectives et les prises de position officielles. Le Cameroun paraît avoir pris des positions anti-natalistes, encore peu suivies par des actions concrètes. L'information de la population dans le domaine de la planification familiale semble nécessaire dans tous les cas.

MOTS-CLES : POPULATION, DEMOGRAPHIE, POLITIQUES DE POPULATION, NATALITE, FECONDITE, PLANIFICATION FAMILIALE, CAMEROUN

(3) Les trois articles composant ce numéro paraîtront sans les annexes dans les Cahiers de Sciences Humaines (Paris), vol. 24, n° 2, 1988.

Cameroon has for so long been considered a "pronatalist" country. But was this really the case? On the contrary, since 1980, several indicators appear to show a change of orientation. Could one then say that Cameroon is becoming "anti-natalist"? The response cannot be straight forward in either case. Here we have successively examined the existing legislation, the development plans, effective action and official government explicit declarations on this issue. Cameroon appears to have taken an anti-natalist stand which has as yet not been followed up by concrete actions. The information of the population appears to be necessary in any case.

KEY-WORDS : POPULATION, DEMOGRAPHY, POPULATION POLICIES,
FERTILITY, NATALITY, FAMILY PLANNING, CAMEROON

VERS LA FIN DU MALTHUSIANISME ET DU POPULATIONNISME ?

Patrick GUBRY & Mpembele SALA DIAKANDA

"Supposant donc mes postulats acceptés, je dis que le pouvoir multiplicateur de la population est infiniment plus grand que le pouvoir qu'a la terre de produire la subsistance de l'homme. Si elle n'est pas freinée, la population s'accroît en progression géométrique. Les subsistances ne s'accroissent qu'en progression arithmétique. Une connaissance élémentaire des nombres montrera l'immensité du premier pouvoir de multiplication comparé au second"⁴.

"En dehors de la guerre thermonucléaire, l'accroissement de la population est la menace la plus grave que nous ayons à redouter pendant les décennies à venir. A vrai dire, l'explosion démographique est même à bien des égards beaucoup plus effrayante et insidieuse que la guerre thermonucléaire car elle se soumet moins facilement, de par sa nature, à la raison et à un contrôle systématique"⁵.

"Un rapide coup d'oeil sur la situation actuelle montre que ce sont les pauvres -où qu'ils vivent- qui souffrent de la faim et que l'injustice et l'exploitation profondément enracinées, mises en place par l'Occident ou par les élites locales, les empêchent littéralement de se nourrir. Il va sans dire que de telles analyses sont difficilement acceptées par ceux qui tirent profit de l'injustice. C'est peut-être pour cela que de si nombreux experts font porter la responsabilité du problème de la faim sur les démunis ou, plus précisément, sur leurs organes reproducteurs ! En conséquence, la pseudo-solution la plus répandue à cette crise est le contrôle des naissances -mais tant qu'une meilleure distribution des ressources ne sera pas réalisée, la population ne diminuera pas"⁶.

Le débat entre malthusiens et anti-malthusiens a connu depuis les origines -ces citations le montrent- un ton très vif. Cela a été plus particulièrement prononcé en Afrique à cause de l'évolution brutale de certaines tendances démographiques d'une part, du profond sentiment "nataliste" de la population, de l'étendue des zones d'infécondité, de la forte mortalité dans l'enfance et des faibles densités globales d'autres part.

- (4) MALTHUS (Thomas Robert) - 1798 - Essai sur le principe de population en tant qu'il influe sur le progrès futur de la société, avec des remarques sur les théories de Mr. GODWIN, de M. CONDORCET et d'autres auteurs (Traduction par Eric VILQUIN. Paris : INED, 1980, 166 p.).
- (5) Mc NAMARA (Robert S.) - 1977 - La gravité des problèmes que pose l'explosion démographique. Finances et développement (Washington), vol. 14, n° 2, pp. 8-9.
- (6) GEORGE (Susan) - 1978 - Comment meurt l'autre moitié du monde. Paris : Robert Lafont, 399 p., p. 19.

On peut cependant s'interroger sur la pertinence actuelle de ce débat. Les "solutions démographiques" au développement sont très vite apparues totalement irréalisables sans intégration dans une politique globale, notamment sanitaire et sociale. Les "solutions économiques" sont-elles pour autant plus aisées à mettre en oeuvre et couronnées de plus de succès ? Peuvent-elles en outre résoudre à elles seules tous les problèmes démographiques ?

Il n'est que de citer quelques mesures considérées souvent comme "nécessaires" au développement, pour jeter un doute sur la rapidité de leur réalisation. Il en est ainsi, selon les pays, de la "réforme agraire", de la stabilisation du cours des matières premières ou de l'accroissement des investissements en milieu rural...

Les taux actuels de croissance démographique n'autorisent certes pas que l'on puisse attendre le "Développement", avant de songer à maîtriser l'évolution de la population.

En réalité, politique économique et politique démographique doivent être considérées comme un tout. L'évolution observable en Afrique depuis quelques années est tout à fait significative à cet égard et l'on s'achemine sans conteste d'un certain dogmatisme vers plus de réalisme. Ce réalisme pourrait tout simplement signifier que l'on a pris conscience que les "excès" sont aussi néfastes dans un sens comme dans l'autre, de sorte que l'on peut aujourd'hui légitimement se demander si malthusianisme et populationnisme ne sont pas tous deux dépassés.

Des deux articles qui suivent, celui de M. SALA-DIAKANDA examine la question globalement en analysant l'évolution des positions africaines en matière de population de 1974 à 1984 et celui de P. GUBRY arrive à des conclusions convergentes à partir de l'examen du cas concret du Cameroun.

Les tendances observées dans chacun de ces articles depuis la date de leur achèvement n'ont d'ailleurs fait que se renforcer depuis lors. On constate en effet d'une part, sur un plan global, l'augmentation continue du nombre de pays qui considèrent qu'un accroissement démographique rapide a des conséquences négatives pour leur développement ; d'autre part, en ce qui concerne le Cameroun, la création de l'Association camerounaise pour le bien-être familial, destinée à oeuvrer pour la diffusion de la planification familiale.

Cet ensemble de réflexions milite pour une responsabilisation accrue des individus et des couples dans la maîtrise de leur devenir.

**DE BUCAREST A MEXICO : EVOLUTION DES POSITIONS
AFRICAINES EN MATIERE DE POPULATION**

Mpembele SALA-DIAKANDA⁷

(7) Les opinions exprimées ici sont celles de l'auteur ; elles ne reflètent pas nécessairement celles des Nations-Unies ou de l'IFORD.

1. INTRODUCTION

Depuis la Conférence Mondiale de la Population tenue en août 1974 à Bucarest⁸ et au cours de la décennie écoulée, le monde a de plus en plus compris que les problèmes de population constituaient un facteur fondamental de la planification socio-économique et que, comme le mentionne la Déclaration de Mexico, *"pour être réalistes, les politiques, les plans et les programmes de développement doivent tenir compte des liens inextricables qui unissent la population, les ressources, l'environnement et le développement"*⁹.

Cette prise de conscience et de l'importance de l'élément population en tant que tel dans la planification et de la complexité des interrelations entre les facteurs démographiques et les autres aspects socio-économiques dans le processus du développement explique l'intérêt grandissant accordé aux études sur la population et le développement dans presque toutes les rencontres aussi bien nationales qu'internationales.

En rédigeant cette note on a cherché, d'une part, à faire le point sur l'évolution des positions africaines en matière de population au cours de la période 1974-1984 et, d'autre part, à voir quelles leçons on peut en tirer pour l'avenir. On y examine donc l'évolution des idées en la matière en se référant à la Conférence de Bucarest, aux résultats des enquêtes de l'ONU auprès des gouvernements, au Plan d'action de Lagos, au Programme d'action de Kilimanjaro et à la Conférence de Mexico. Ce document n'a donc pas la prétention de faire une analyse des politiques africaines de population ; il s'agit essentiellement d'un inventaire des prises de position des pays du continent en face des problèmes de population et des changements de ces positions au cours des dernières années.

2. LA CONFERENCE DE BUCAREST : NECESSITE DE MIEUX COMPRENDRE LES PROBLEMES DEMOGRAPHIQUES.

La Conférence Mondiale des Nations Unies sur la Population, tenue à Bucarest en août 1974, s'est déroulée au moment où presque toutes les économies du monde étaient secouées par la crise de l'énergie de 1973. C'est aussi à cette époque-là que le rapport du "Massachusetts Institute of Technology" (MIT) sur les limites de la croissance a été publié¹⁰. C'est donc dans ce climat de crise et d'angoisse pour l'avenir de l'humanité qu'a été convoquée la première

-
- (8) **NATIONS-UNIES** - 1975 - Rapport de la Conférence Mondiale des Nations-Unies sur la Population, Bucarest, 19-30 août 1974. New-York.
(E/CONF. 76/19).
- (9) **NATIONS-UNIES** - 1984 - Rapport de la Conférence Internationale sur la Population. Mexico, 6-14 août 1984. New-York, 1984, 109 p., p. 2.
(E/CONF. 76/19).
- (10) **MEADOWS** (Donella H.), et al. - 1972 - The limits to growth. A report for the Club of Rome's project on the predicament of mankind. New-York : Universe Books, 205 p.

conférence générale de la population au niveau intergouvernemental. Cette Conférence avait pour but d'examiner les problèmes démographiques fondamentaux, leurs liens avec le développement économique et social et les politiques et programmes d'action nécessaires dans le domaine démographique pour promouvoir le bien-être et le progrès de l'homme¹¹.

En dépit de la nature même de l'objectif qui lui était ainsi assigné, et comme le note Alfred Sauvy, "à la différence des congrès mondiaux précédents, à Rome en 1954 et à Belgrade en 1965, rassemblant des techniciens, cette réunion avait un caractère essentiellement politique"¹². Tout ceci explique que tout au long de la Conférence les discussions aient pris plus une connotation idéologique et qu'en conséquence la technique n'a tenu qu'une place assez modeste dans les débats.

Deux grandes tendances s'étaient en fait affrontées à Bucarest. En gros, les pays du Tiers-Monde en général et l'Afrique en particulier ont pris à partie les pays industrialisés et vice versa. En effet, pour les pays industrialisés du bloc occidental l'explosion démographique est la cause du maintien des pays du Tiers-Monde dans le sous-développement et ceux-ci, particulièrement sur le continent africain¹³, devraient, par le biais des programmes de planification familiale, réduire le niveau de leur fécondité pour résoudre les difficultés économiques et sortir ainsi petit à petit du sous-développement. En revanche, la plupart des pays du Tiers-Monde, appuyés par ceux du bloc socialiste, ont non seulement soutenu qu'il ne se posait pas chez eux de problèmes de population compte-tenu de la faiblesse de leurs effectifs par rapport aux terres disponibles et que, dans tous les cas, le développement socio-économique est le meilleur contraceptif, mais ont également dénoncé l'injustice au niveau mondial. Pour eux, la cause fondamentale de la crise que connaît le monde est à rechercher dans la surconsommation et donc le gaspillage des ressources aussi bien des ménages que des industries des pays riches ; modèle de consommation qui est la cause de l'inquiétude dans les relations économiques internationales. Pour parvenir à une répartition plus égalitaire des richesses mondiales, il faut donc d'une part accorder une priorité absolue au développement économique et social dans les pays du Tiers-Monde et, d'autre part, réduire de façon drastique le niveau de consommation dans les pays riches.

Comme le note Raphaël M. Salas, le débat qui eut lieu à la Conférence fut passionné et lourd de conflits (...). Il est cependant significatif de noter que, malgré un très grand nombre d'amendements, le projet du "Plan d'Action Mondial de la Population (PAMP)", élaboré par le Secrétariat des Nations-

(11) NATIONS-UNIES - op. cit., p.64.

(12) SAUVY (Alfred) - 1974 - La Conférence Mondiale de la Population à Bucarest. *Population* (Paris), vol. 29, n° 6, p. 1005.

(13) L'Afrique est non seulement le continent où le taux de croissance démographique est le plus élevé du monde, mais aussi celui où l'on compte le plus grand nombre de pays à très faible revenu, soit 64 %.

Unies¹⁴, fut finalement approuvé presque à l'unanimité marquant ainsi l'adhésion de la communauté mondiale à un document politique de haute importance¹⁵. Le PAMP, dans sa version finale, comprend en effet tous les éléments essentiels de l'ébauche et aborde les grands problèmes démographiques de l'heure tout en consacrant d'une part le principe selon lequel la formulation et la mise en oeuvre des politiques démographiques relèvent du droit souverain de chaque nation et en soulignant, d'autre part, le rôle de la coopération internationale en la matière. La PAMP reconnaît également que *"les politiques démographiques sont des éléments constitutifs des politiques du développement social et économique et ne sauraient en aucun cas en tenir lieu..."*¹⁶. Il ajoute, en ce qui concerne le cas particulier des pays en développement que *"ceux-ci, dans la formulation de leurs politiques de développement, donnent la priorité à des programmes qui maximisent le progrès socio-économique, infléchissant ainsi les tendances démographiques de manière voulue"*¹⁷. De plus, se basant sur le phénomène d'inertie démographique, le PAMP souligne que *"quelles que soient les politiques démographiques qu'on puisse formuler, il faudra accélérer le développement socio-économique, afin d'assurer une amélioration sensible des niveaux de vie"*¹⁸.

Entre autres problèmes évoqués dans le PAMP, il y a celui relatif à l'équité mondiale. On lit en effet, dans le chapitre parlant des politiques socio-économiques, la recommandation suivante : *"il est indispensable que tous les pays et, à l'intérieur de chaque pays, toutes les catégories sociales s'adaptent à une utilisation plus rationnelle et sans excès des ressources naturelles de façon que certains ne se voient pas privés de ce que les autres gaspillent"*¹⁹.

Un plan d'action, quel qu'il soit, ne peut être considéré, tout bien pesé, que comme une déclaration d'intentions tendant essentiellement, dans les meilleurs des cas, à fournir une vue globale du problème étudié et, ainsi, à frayer la voie à l'adoption de mesures plus concrètes. Or, celles-ci ne peuvent être prises avec un minimum d'efficacité sans une meilleure connaissance du problème en question et de ses éventuelles ramifications. C'est ainsi que dans les recommandations contenues dans le PAMP une place importante a été réservée à la nécessité d'améliorer les connaissances des problèmes démographiques et de leurs interrelations avec les autres aspects du développement. Il a aussi été demandé aux

(14) On notera que dans le cadre des activités préparatoires de la Conférence, le Secrétariat des Nations-Unies organisera des consultations pour faciliter des échanges entre pays sur les questions de population.

(15) SALAS (Raphaël M.) - 1977 - Population : un choix international. Approche multilatérale au problème démographique. Oxford/New-York/Paris : Pergamon Press, p. 125.

(16) NATIONS-UNIES - 1975 - op. cit., p. 7.

(17) Ibidem, p. 42.

(18) Ibidem, p. 6.

(19) Ibidem, p. 23.

Gouvernements de promouvoir et d'appliquer les politiques démographiques²⁰.

3. LES ENQUETES DE L'ONU AUPRES DES GOUVERNEMENTS : UNE LENTE EVOLUTION DES POLITIQUES.

Une décision prise n'en est pas une, dit-on, si elle n'est pas suivie. Fort de cet adage, il a été recommandé dans le PAMP que *"les tendances et les politiques démographiques soient suivies de façon constante par les Nations-Unies"*²¹.

Les résultats des enquêtes de l'ONU menées auprès des Gouvernements africains en 1977 et en 1981 ont été utilisés pour classer les différents pays selon les perceptions qu'ils ont eues, au cours de la période de référence, de l'effet du taux d'accroissement naturel de la population sur le développement et leur désir d'intervention pour infléchir les tendances démographiques observées. Les tableaux 1 et 2 résument les résultats de ces enquêtes.

Il ressort de ces tableaux qu'aussi bien en 1977 qu'en 1981 un peu plus de la moitié des pays estiment que leur taux d'accroissement est satisfaisant ; le nombre de ceux qui sont d'avis que ce taux est trop élevé et qu'il y a lieu de le réduire augmente légèrement et, enfin, celui de ceux qui le considèrent trop bas et désirent manifestement un taux plus élevé diminue. Les pays de ce dernier groupe jugent favorablement et prédominant l'effet de la croissance démographique sur le développement et ont tous mis sur pied une politique cohérente d'intervention pour infléchir les tendances démographiques actuelles. Pour la composition des groupes aussi bien en 1977 qu'en 1981, voir tableau 2. On notera que cette composition s'est quelque peu modifiée au cours de la période de référence.

En effet, alors qu'en 1977 le Cameroun considérait que son taux d'accroissement naturel était trop bas, en 1981, cette position s'est complètement modifiée et le pays considère désormais ce taux trop élevé ; l'augmentation de la fécondité n'est plus, en conséquence, un objectif gouvernemental. Il en est de même du Mozambique où la politique d'intervention en faveur de l'augmentation de la fécondité a fait place à des mesures tendant à maintenir celle-ci à son niveau actuel ; le taux d'accroissement étant désormais considéré comme satisfaisant. A l'instar du Cameroun, l'Algérie et le Rwanda ont opté pour une réduction du taux d'accroissement jugé naguère satisfaisant. L'Algérie a décidé d'intervenir désormais dans le domaine de la distribution de la population et de la migration internationale ; le Rwanda sur la distribution de la population et les aspects technologiques et organisationnels. Dans ces deux pays cependant aucune action n'est envisagée pour infléchir les niveaux de fécondité et de mortalité. En revanche, la Guinée Conakry, qui n'avait jusqu'alors aucune politique en matière de population, a décidé d'intervenir pour

(20) Ibidem, op. cit., p. 32.

(21) Ibidem, op. cit., p. 32.

Tableau 1 : Nombre de pays selon les perceptions des Gouvernements sur l'effet du taux d'accroissement démographique sur le développement et leur désir d'intervention, 1977 et 1981.

| Perceptions et politiques | Sous-régions et années | | AFRIQUE DE L'EST | | AFRIQUE CENTRALE | | AFRIQUE DU NORD | | AFRIQUE AUSTRALE | | AFRIQUE DE L'OUEST | | TOTAL (Etats membres de la CEA) | |
|---|---|------|------------------|------|------------------|------|-----------------|------|------------------|------|--------------------|-----------|---------------------------------|------|
| | 1977 | 1981 | 1977 | 1981 | 1977 | 1981 | 1977 | 1981 | 1977 | 1981 | 1977 | 1981 | 1977 | 1981 |
| | A. Taux d'accroissement trop bas, il faut augmenter. Effet sur le développement jugé : | | | | | | | | | | | | | |
| - prédominant : | 1 | - | 4 | 3 | 1 | 1 | - | - | 1 | 2 | 7(15,0) | 6(12,0) | | |
| - significatif | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| - mineur | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | 1 | - | 4 | 3 | 1 | 1 | - | - | 1 | 2 | 7(15,0) | 6(12,0) | | |
| B. Taux d'accroissement satisfaisant Effet sur le développement jugé : | | | | | | | | | | | | | | |
| - prédominant | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| - significatif | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| - mineur | 6 | 7 | 4 | 5 | 1 | 1 | - | - | 8 | 10 | 19(40,4) | 23(46,0) | | |
| - nul | 1 | 2 | - | - | 1 | - | - | - | 3 | 1 | 5(10,6) | 3(6,0) | | |
| | 7 | 9 | 4 | 5 | 2 | 1 | - | - | 11 | 11 | 24(51,0) | 26(52,0) | | |
| C. Taux d'accroissement trop élevé, il faut réduire. Effet sur le développement jugé : | | | | | | | | | | | | | | |
| - prédominant | 4 | 4 | - | - | 3 | 3 | 3 | 3 | 1 | 1 | 11(23,4) | 11(22,0) | | |
| - significatif | 2 | 3 | - | 1 | - | 1 | - | - | 3 | 2 | 5(10,6) | 7(14,0) | | |
| - mineur | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| | 6 | 7 | - | 1 | 3 | 4 | 3 | 3 | 4 | 3 | 16(34,0) | 18(36,0) | | |
| TOTAL : | 14 | 16 | 8 | 9 | 6 | 6 | 3 | 3 | 16 | 16 | 47(100,0) | 50(100,0) | | |

Tableau 2 : Perceptions du niveau du taux d'accroissement naturel de la population, son effet sur le développement et désir d'intervention des Gouvernements, 1977 et 1981.

| PERCEPTIONS ET POLITIQUES | PAYS EN 1977 | PAYS EN 1981 |
|--|---|---|
| A. Taux d'accroissement naturel trop bas, il faut augmenter. | | |
| 1. Pays où existe une politique cohérente d'intervention | Cameroun, Centrafrique, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée Equatoriale, Libye, Mozambique, (7 pays) | Centrafrique, Côte d'Ivoire*, Gabon*, Guinée Conakry, Guinée Equatoriale, Libye (6 pays) |
| 2. Pays où existent quelques mesures d'intervention | - | - |
| B. Taux d'accroissement naturel satisfaisant. | | |
| 1. Pas de politique ni mesure d'intervention | Algérie, Bénin, Guinée Conakry, Mali, Somalie (5 pays) | <u>Nigéria*</u> , Somalie, <u>Zambie*</u> , (3 pays) |
| 2. Pays où existent quelques mesures pour maintenir le niveau actuel | Burkina Faso, Burundi, Cap Vert, Congo, Ethiopie, Gambie, Guinée Bissau, Malawi, Mauritanie, Niger, Nigéria, Rwanda, Sao Tomé et Principe, Tanzanie, Tchad, Togo, Soudan, Zaïre, Zambie (19 pays) | Angola*, Bénin*, Burkina Faso, Burundi, Cap Vert, Congo, Djibouti, Ethiopie, Gambie, Guinée Bissau, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Sao Tomé et Principe, Sierra Leone, Soudan, Tanzanie, Tchad, Togo, Zaïre (23 pays) |
| C. Taux d'accroissement naturel trop élevé, il faut réduire. | | |
| 1. Pays où existe une politique cohérente d'intervention | Botswana, Egypte, Ghana, Kenya, Lesotho, Maroc Maurice, Seychelles, Swaziland, Tunisie, Uganda (11 pays) | Botswana*, Egypte, Ghana*, Kenya*, Lesotho, Maroc, Maurice, Seychelles, Swaziland, Tunisie, Uganda (11 pays) |
| 2. Pays où existent quelques mesures d'intervention | Comores, Liberia, Madagascar, Sénégal, Sierra Leone (5 pays) | <u>Algérie*</u> , <u>Cameroun*</u> , Comores, Liberia*, <u>Rwanda</u> , <u>Sénégal</u> , Zimbabwe (7 pays) |

Sources : UNITED NATIONS, World Population Trends and Policies 1977 Monitoring report, Volume II : Population Policies.

ST/ESA/SER.A62/Add.1, New York, 1979, p. 108. UNITED NATIONS, World Population Trends and Policies, 1981 Monitoring Report Volume II : Population Policies. ST/ESA/SER.A/79/Add. 1, New York, 1982, p. 94.

* Pays à revenu intermédiaire. Sont soulignés les pays ayant changé de catégorie entre 1977 et 1981.

augmenter le niveau de fécondité et donc le taux d'accroissement naturel ; l'option ayant été prise, en même temps, de réduire le niveau de mortalité qui n'avait jusqu'alors fait l'objet d'aucune politique spécifique²². Le Nigeria et la Zambie qui, jusqu'alors, avaient pris quelques mesures pour maintenir le niveau de taux d'accroissement jugé satisfaisant, ont décidé de laisser se poursuivre les tendances spontanées. Une situation inverse s'observe au Bénin et au Mali.

Comme autres changements de perception et de politique, il y a le cas de Madagascar et de Sierra Leone. Dans ces pays, où les taux d'accroissement étaient considérés jusqu'alors comme trop élevés, l'option a été prise de les maintenir à leurs niveaux actuels. A part le cas de Madagascar et de Sierra Leone, les pays qui en 1977 déjà cherchaient à réduire leur taux d'accroissement ont maintenu cette option en 1981.

En ce qui concerne la distribution spatiale de la population, presque tous les pays ont opté pour une politique d'intervention en la matière, sauf les pays suivants : Algérie, Guinée Conakry, Mali, Seychelles et Somalie (en 1977) ; Cap Vert, Comores, Lesotho, Niger, Sierra Leone et Tchad (en 1981). Quant à la migration internationale, elle n'est généralement pas considérée comme un facteur important démographiquement. Sur le plan interne cependant 66 % des pays estiment aussi bien en 1977 qu'en 1981 qu'il faut ralentir les flux migratoires.

En définitif si, comme on l'a vu, en dépit des quelques glissements d'une catégorie à une autre, on observe en 1981 pratiquement les mêmes proportions de pays estimant que leur taux d'accroissement est trop bas, satisfaisant, ou trop élevé, ce qui a le plus changé c'est la perception qu'ont les Gouvernements de l'effet de cette croissance sur le développement économique et social. En effet, parmi les pays qui considèrent que leur taux d'accroissement est satisfaisant, 79 % jugeaient significatif l'effet de cet accroissement sur le développement en 1977 ; cette proportion est passée à 88 % en 1981. D'autre part, alors que la proportion de ceux qui veulent augmenter leur taux d'accroissement a diminué entre 1977 et 1981, on observe le mouvement inverse parmi ceux qui veulent le réduire. Dans l'ensemble cependant l'évolution des positions et

(22) Aussi bien en 1977 qu'en 1981 sur l'ensemble des pays africains dix seulement avaient explicitement opté pour une réduction du niveau de mortalité. Il s'agit des pays suivants : Cameroun, Centrafrique, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée Bissau, Guinée Equatoriale, Lybie, Mozambique, Soudan et Zaïre. A ce groupe se sont ajoutés, en 1981, les pays suivants : Angola, Djibouti et Guinée Conakry. Dans tous les autres pays on laisse se poursuivre les tendances naturelles qui, dans l'ensemble, évoluent à la baisse du fait notamment des progrès de la médecine, de l'élévation du niveau d'éducation et de la "modernité". Quasiment tous les pays (sauf le Rwanda et les Seychelles) considèrent néanmoins que les niveaux actuels de l'espérance de vie sont inacceptables.

politiques en matière de population a été relativement lente au cours de la période examinée²³.

4. LE PLAN D'ACTION DE LAGOS : DEFINITION D'UNE STRATEGIE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT.

Lors du colloque sur les perspectives du développement de l'Afrique à l'horizon 2000 tenu à Monrovia (Liberia) du 12 au 16 février 1979²⁴, les constatations suivantes avaient été faites sur la situation du continent en matière de développement :

- relative lenteur de la croissance économique,
- baisse de la production alimentaire de la région par rapport aux besoins,
- haut degré de chômage et de sous-emploi,
- faiblesse des revenus de la population,
- faible part des produits manufacturés dans le PIB,
- économies non intégrées et extraverties à balances commerciales généralement déficitaires,
- faible degré d'alphabétisation des populations.

Aussi, à la suite du constat d'échec des stratégies successives adoptées par les pays africains pour leur développement, stratégies basées en grande partie sur la conception universalisante du développement -le modèle d'évolution étant celui suivi par les pays industrialisés-²⁵ les Chefs d'Etat et de Gouvernement, réunis à Lagos en 1980 pour examiner les problèmes économiques du continent ont énoncé certains principes directeurs fondamentaux devant régir le développement futur de l'Afrique²⁶. Il s'agit des principes suivants :

- mise en valeur des ressources pour, principalement, satisfaire et réaliser les objectifs des peuples de la région ;

-
- (23) Signalons cependant qu'en 1983, sur 51 pays ayant répondu à l'enquête, 27 (contre 18 en 1981) avaient manifesté l'intention de réduire leur taux d'accroissement démographique.
- (24) Pour plus de détails, voir OUA, *Quelle Afrique en l'an 2000 ?* Genève : Editions de l'Institut International d'Etudes Sociales (IIES), 1980, 148 p., pp. 105-107.
- (25) Pour une discussion sur la question, voir notamment DIALLO (Ibrahima), *Pour le développement du Tiers-Monde : critique d'une notion univoque dans l'histoire universelle des civilisations. Afrique et Développement*, 1984, Vol. IX, n° 1, pp. 71-81 ; BELLONCLE (Guy), *Quel développement rural pour l'Afrique Noire ?* Nouvelles Editions Africaines, 1979, 210 p. Voir aussi, du même auteur, *La question paysanne en Afrique Noire*, Paris : Karthala, 1982, 11 p.
- (26) Pour plus de détails, voir OUA, *Plan d'Action de Lagos pour le développement économique de l'Afrique, 1980-2000*. Genève : Institut International d'Etudes Sociales (IIES), 1981, 143 p.

- élaboration et mise en oeuvre d'une stratégie propre de développement ;
- adoption d'une approche régionale basée sur l'autosuffisance collective ;
- mobilisation de toutes les ressources matérielles et humaines en vue du développement ;
- partage équitable des bienfaits résultant de l'effort collectif ;
- intégration des économies africaines.

A y regarder de plus près, le principe directeur de base, qui conditionne tout le reste, est celui qui veut que l'Afrique élabore sa propre stratégie de développement et s'attèle réellement à sa mise en oeuvre si, comme cela est souhaitable, un cadre de vie humaine, plus attachant et plus prospère doit voir le jour dans une ou deux générations. Laisser se poursuivre les tendances actuelles conduirait à une situation encore plus alarmante que celle que l'on connaît actuellement.

En effet, "imaginer que l'Afrique dépendra davantage encore d'autres régions dans tous les domaines primordiaux a de quoi effrayer. A titre d'exemple : la région en général devra importer davantage de produits alimentaires. Plus de 90 % de tous les biens d'équipement nécessaires pour le développement devront encore être importés d'autres continents après environ un demi-siècle d'indépendance (...). Sur le plan social, tous les services se détériorent en quantité et en qualité. Une faible proportion de la population aura accès à l'éducation, à la santé ou à l'eau. Les cités deviendront des bidonvilles surpeuplés puisqu'il y aura moins de logements disponibles. La conséquence de ces difficultés socio-économiques sera une aggravation de la situation politique. Ainsi les émeutes, les crimes et la souffrance seront à l'ordre du jour vers l'an 2008 si les tendances actuelles continuent sans qu'on fasse rien pour y remédier"²⁷. Il est par conséquent évident qu'il est indispensable, voire impérieux, de prévoir un autre avenir ; un avenir fait de confiance en soi, d'autodétermination, d'autonomie et d'autosuffisance collective. Bref, un avenir "voulu". C'est cette nouvelle philosophie politique du développement du continent qui est à la base du Plan d'Action de Lagos.

Ce plan d'action, tel qu'adopté par les plus hautes autorités africaines, englobe, dans leurs grandes lignes, divers aspects du développement économique et social comme par exemple l'alimentation et l'agriculture, l'industrie, les ressources naturelles et humaines, la science et la technologie, les transports et communications, les questions commerciales et financières, la coopération économique et technique, les femmes et le développement, etc. Les aspects strictement démographiques n'y ont pas une place privilégiée si ce n'est dans leurs relations avec la satisfaction des besoins humains essentiels comme la santé, l'éducation, l'alimentation, l'emploi, etc. On lit en effet, dans le Plan d'Action de Lagos,

(27) NATIONS-UNIES : CEA, La CEA et le développement de l'Afrique, 1983-2008. Etude prospective préliminaire. Addis-Abeba, avril 1983, p. 4.

ce qui suit : "les niveaux actuels de fécondité et de mortalité constituent un grave sujet de préoccupation. Ils se traduisent par des taux de croissance élevés qui ont des incidences sur la satisfaction des besoins de la majorité de la population"²⁸. Conscients cependant du fait que la population devrait être considérée comme un élément fondamental dans les stratégies et plans de développement, les gouvernements africains ont adopté le "Programme d'action de Kilimanjaro concernant la population et le développement".

5. LE PROGRAMME D'ACTION DE KILIMANJARO OU LA POLITIQUE AFRICAINE EN MATIERE DE POPULATION

La deuxième Conférence Africaine sur la Population, tenue à Arusha (République Unie de Tanzanie) du 9 au 13 janvier 1984, est une réunion intergouvernementale organisée dans le cadre des activités préparatoires de la Conférence Internationale sur la Population (CIP) qui a eu lieu à Mexico du 6 au 14 août 1984²⁹. Elle faisait suite à la Première Conférence tenue à Accra, Ghana, en 1971. Le but de la Conférence d'Arusha était de formuler des suggestions et des recommandations pour la poursuite de la mise en oeuvre du PAM au niveau africain pour que la CIP les examine.

Ayant évalué la situation démographique de la région africaine et les tendances futures, la Conférence d'Arusha en a tiré les conclusions qui s'imposent eu égard aux recommandations contenues dans le Plan d'Action de Lagos. Les conclusions ont été à la base des principes, objectifs et recommandations contenus dans le "Programme d'Action de Kilimanjaro concernant la population africaine et le développement autonome"³⁰.

Alors que, comme on l'a vu, le Plan d'Action de Lagos est essentiellement axé sur les aspects économiques du développement de l'Afrique, le Programme d'Action de Kilimanjaro concerne, comme son nom l'indique, les grands problèmes de population qui se posent en Afrique en relation avec son développement ; il témoigne de l'attention de plus en plus grandissante que les gouvernements africains portent aux problèmes de population depuis qu'une information de plus en plus fiable et abondante en la matière est mise à leur disposition.

En effet, "au cours des années 70 les programmes de recensements en Afrique, l'Enquête Mondiale sur la Fécondité et

(28) OUA - 1981 - op. cit., p. 133.

(29) Dans le cadre des activités préparatoires de la CIP, quatre autres réunions régionales avaient été organisées à travers le monde : Asie et Pacifique (en septembre 1982), Europe (en octobre 1983), Amérique Latine (en novembre 1983), le monde Arabe (en mars 1984).

(30) NATIONS-UNIES : CEA, Programme d'Action de Kilimanjaro concernant la population. Deuxième Conférence Africaine sur la Population, Arusha (9-13 janvier 1984). (ST/ECA/POP/1, UNFPA PROJ. N° RAF/PO2).

d'autres enquêtes démographiques avaient permis de mieux connaître la situation démographique de la région et il était apparu que les taux d'accroissement démographique étaient en augmentation au point que la plupart des pays verraient leur population croître considérablement d'ici la fin du siècle. En raison de cette tendance, de nombreux gouvernements s'étaient intéressés aux questions de politiques et de programmes liées à la planification familiale dans le cadre de programmes de santé maternelle et infantile, de projets de réinstallation de la population et d'une intégration plus poussée des variables démographiques à la planification du développement³¹. L'intérêt que les pays africains accordent désormais aux questions de population se manifeste par la variété des recommandations (93 au total) contenues dans le Programme de Kilimanjaro et qui sont regroupées selon les grands thèmes suivants :

- la stratégie et politique en matière de population et développement ;
- la fécondité et la planification familiale ;
- la mortalité et la morbidité ;
- l'urbanisation et la migration ;
- l'évolution du rôle de la femme dans le processus de développement ;
- la collecte et l'analyse des données démographiques ;
- la formation, la recherche et l'information en matière de population ;
- la participation de la collectivité et le rôle des organisations privées et non-gouvernementales participant aux activités en matière de population.

Le programme d'Action de Kilimanjaro, dont l'un des objectifs est "d'encourager l'élaboration et l'exécution de politiques démographiques intégrées qui permettent de trouver des solutions durables aux grands problèmes qui sont la mortalité et la fécondité élevées, la répartition inégale de la population, l'aggravation du chômage, la stagnation du niveau de vie et la répartition inégale du revenu"³², a été approuvé par la Conférence des Ministres de la CEA lors de sa dixième session tenue à Addis-Abeba du 24 au 28 mai 1984. Il a aussi, à cette occasion, été retenu comme "document de base des états membres", aussi bien pour la CIP que pour les réunions ultérieures de la Commission des Nations-Unies sur la population "afin que soient adéquatement examinés les intérêts prioritaires de l'Afrique dans les activités en matière de population"³³. Le Programme de Kilimanjaro apparaît ainsi comme une véritable politique africaine en matière de population et développement, même s'il est vrai que la situation démographique des pays africains n'est pas homogène.

(31) Programme d'Action de Kilimanjaro, op. cit., p. 7.

(32) Programme d'Action de Kilimanjaro, op. cit., pp. 10-11.

(33) Programme d'Action de Kilimanjaro, op. cit., p. 31.

6. LA POSITION AFRICAINE A LA CONFERENCE DE MEXICO

La Conférence Internationale sur la Population (CIP), réunie à Mexico du 6 au 14 août 1984, avait été convoquée pour, d'une part, évaluer les progrès accomplis dans l'exécution du PAMP qui avait été adopté à Bucarest dix ans auparavant et, d'autre part, examiner, déterminer et décider des stratégies globales qui peuvent compléter les politiques et les programmes démographiques nationaux et faire des dispositions du PAMP un cadre continuellement opérationnel et adéquat pour les efforts nationaux et internationaux en matière de population³⁴.

6.1. La position africaine en matière de population

Autant à Bucarest en 1974 l'Afrique n'avait pas à proprement parler défendu une position concertée et unique en matière de population, autant dix ans après, à Mexico, elle s'est présentée comme un seul homme défendant une position commune et relativement bien documentée en la matière.

En effet, outre les délégations des 45 pays africains le continent était représenté à Mexico par le Secrétariat de l'OUA qui avait pour rôle "de coordonner et conseiller les délégués des Etats membres sur la position commune à adopter vis-à-vis des questions de population et de développement en Afrique. Le Secrétariat de l'OUA a notamment été chargé de défendre à la Conférence le Programme d'Action de Kilimanjaro sur la population et le développement de l'autosuffisance (...). La présence prononcée de l'OUA à la Conférence a suscité une vive surprise quant à sa participation directe aux questions de population en sa qualité de plus haute instance politique du continent"³⁵.

L'impact de l'Afrique à la CIP ne se limite pas seulement au niveau de sa représentation. En effet, le Programme d'Action de Kilimanjaro a non seulement servi de document de travail à la commission préparatoire qui s'est réunie à New-York en mars 1984 mais toutes les recommandations qu'il contient ont été reprises dans un document de travail destiné à la Grande Commission chargée de faire des recommandations concernant la mise en oeuvre future du PAMP ; le Dr. Frederick Sai (Ghana) a été élu, par acclamations, Président de cette Grande Commission³⁶. "Les recommandations adoptées par la CIP contiennent donc toutes les recommandations introduites par

(34) Voir **NATIONS-UNIES**, Rapport de la Conférence Internationale sur la Population, 1984, op. cit., p. 1. Voir aussi **OUA**, Rapport de la Conférence Internationale sur la population tenue à Mexico du 6 au 14 août 1984, Addis-Abeba.

(35) **OUA**, op. cit., p. 11.

(36) L'élection du Dr. F. Sai est significative à plus d'un titre, il est non seulement africain mais un des pionniers de la planification familiale en Afrique. Pour plus de détails, voir **IPPF/REGION AFRIQUE**, Médecine, planification familiale, *Afrika Link.*, Edition spéciale, juillet 1981, pp. 33-38.

l'Afrique et qui ont mis au point des idées directives du Plan d'Action de Lagos"³⁷.

6.2. La Déclaration de Mexico sur la population et le développement

"La Déclaration de Mexico sur la population et le développement", qui a été publiée par la CIP, résume la situation démographique dans le monde et réitère l'engagement total vis-à-vis des problèmes de population. Dans cette déclaration la Conférence reconnaît que d'importants progrès ont été réalisés dans de nombreux domaines essentiels au bien-être de l'humanité, comme par exemple :

- la baisse du taux d'accroissement de la population mondiale,
- la diminution des taux de mortalité et de morbidité,
- la réduction, à faible coût, de la fécondité grâce aux programmes de planification familiale,
- l'amélioration de la condition de la femme et la valorisation de son rôle dans le processus de développement, etc.

Malgré ces progrès cependant, beaucoup reste à faire. Aussi, la Conférence recommande la poursuite de l'exécution du PAMP. A ce sujet, il y a notamment lieu :

- d'encourager les pays en développement à adopter des programmes de planification familiale ;
- d'améliorer la santé de tous tout en portant une attention particulière aux services de santé maternelle et infantile ;
- de mettre sur pied des programmes spécifiques conçus pour répondre aux besoins et aspirations des enfants et des jeunes dont le nombre continuera à augmenter dans les pays en développement ;
- d'élaborer et d'exécuter des stratégies de développement rural et urbain intégré ;
- d'accroître les ressources destinées aux activités en matière de population compte tenu des résultats encourageants obtenus dans les domaines des politiques démographiques au cours des dix dernières années.

7. CONCLUSION

Il ressort de tout ce qui précède que si la Conférence de Bucarest a permis de sensibiliser le monde à la gravité et à l'ampleur des problèmes démographiques et aux rapports étroits qui lient ces problèmes au développement économique et social, le message de la Conférence de Mexico est de continuer de s'attacher à appliquer efficacement le PAMP en vue d'améliorer le niveau de vie et la qualité de la vie de tous les peuples de la terre pour leur permettre d'accomplir leur destinée commune dans une atmosphère de paix et de sécurité³⁸. Dans cette

(37) OUA, op. cit. p. 10.

(38) NATIONS-UNIES - 1984 - op. cit., p.5. Voir aussi Secrétariat de l'ONU, Une comparaison entre le PAMP et les

volonté d'aller de l'avant dans l'exécution du PAMP, l'Afrique a pris une part active. En témoignent, non seulement l'importante contribution de l'Afrique aux travaux de la CIP et le lent mais irréversible glissement constaté dans les pays africains entre 1974 et 1984 en faveur d'une maîtrise de la fécondité, mais aussi la vague d'implantation, avec l'appui du FNUAP, des unités de planification de la population dans les différents pays pour une intégration effective des variables démographiques dans la planification du développement national.

recommandations concernant la poursuite de l'exécution du PAMP. *Bulletin Démographique des Nations-Unies* (New-York), n° 18, 1985.

(ST/ESA/SER.N/18, New-York, 1987, pp. 1-9).

**CAMEROUN : D'UN NATALISME NUANCE
VERS UN ANTI-NATALISME MODERE ?**

Patrick GUBRY

Fécondité, mortalité et migration externe sont les trois facteurs qui déterminent l'évolution de la population d'un pays. Il est intéressant de remarquer que si les politiques en matière de fécondité et de migration peuvent contribuer soit à l'augmentation, soit à la diminution de la population, les politiques en matière de mortalité quant à elles ne peuvent que contribuer à son augmentation, puisque "la volonté humaine ne saurait s'employer à faire varier (la mortalité) que dans un seul sens : la diminution"³⁹.

Pour avoir une vue exacte des conceptions qu'un Etat se fait de l'évolution de sa population, il est plus particulièrement significatif d'examiner les politiques en matière de fécondité, car les politiques migratoires, concernant l'immigration et l'émigration, sont influencées également par des facteurs politiques externes.

Ce type de politiques peut être appréhendé de diverses manières : étude de la législation et de la réglementation du domaine concerné ; étude de l'application de cette réglementation ; analyse des plans de développement ; étude de l'ensemble des actions effectives, réglementées ou non, relevant du domaine en question ; étude des prises de position officielles sur le sujet et de leurs interprétations. Nous avons choisi de privilégier ici cette dernière approche, tant il est vrai que les prises de position précèdent généralement (mais pas toujours) l'évolution de la réglementation et des actions effectives.

1. AVANT 1980 : UNE POLITIQUE "NATALISTE" ?

Le Cameroun a pendant longtemps été considéré -et l'est encore par d'aucuns- comme un pays nataliste et cela de manière très nette. Quand on parle d'un "pays nataliste", il faut distinguer entre les conceptions de sa population en matière de fécondité et la politique officielle.

Concernant le premier aspect, il ne fait aucun doute que la population camerounaise est "nataliste". C'est ainsi que l'Enquête Nationale sur la Fécondité (ENF) de 1978 relève : *"Quels que soient leur âge et la dimension de leur famille, seulement une minorité de femmes déclarent ne pas vouloir d'enfants. Ceci est l'expression d'attitudes profondément pronatalistes. 1,3 pour cent des femmes ayant au plus un enfant et 17,9 pour cent des femmes ayant au moins six enfants ne désirent plus en avoir"*⁴⁰. Tout au plus peut-on observer quelques nuances marginales selon les caractéristiques socio-professionnelles. Parmi celles-ci, on relève que les femmes citadines, surtout celles qui résident à Yaoundé et à Douala, les deux métropoles, et les femmes dont le conjoint est cadre ou employé sont un peu plus nombreuses que les autres à ne plus

(39) VERRIERE (Jacques) - 1978 - p. 98.

Les exemples historiques qui infirment cette assertion ne constituent guère des politiques démographiques.

(40) CAMEROUN : DIRECTION DE LA STATISTIQUE ET DE LA COMPTABILITE NATIONALE - 1983 - p. 103.

désirer d'enfants. L'ensemble des résultats de l'ENF confirme ces données.

La politique officielle en matière de fécondité avant 1980 a été analysée par plusieurs auteurs⁴¹. Différents aspects ont été passés en revue, surtout dans le domaine réglementaire. Parmi ceux-ci, on a examiné la législation et on a relevé la répression de l'avortement (tant pour celle qui s'y soumet, que pour celui qui le provoque) et de l'infanticide (articles 337 à 340 du code pénal), ainsi que l'interdiction de la vente des contraceptifs et de la publicité anticonceptionnelle (loi n° 29/69 du 29 mai 1969 portant réglementation de l'exercice de la profession de pharmacien au Cameroun). E. GWAN ACHU (1985) a judicieusement montré que cette législation plonge ses racines dans la loi française de 1920, d'essence nataliste, destinée essentiellement à pallier les pertes démographiques de la première guerre mondiale. Cependant, en pratique, il est intéressant de noter la facilité qu'il y a eu depuis longtemps, pour l'élite informée, de se procurer les moyens contraceptifs modernes, malgré cette législation restrictive.

Les prestations familiales sont susceptibles de favoriser la natalité : allocation de naissance, allocation familiale mensuelle, supplément familial de traitement. L'indemnité journalière payée à la femme salariée en congé de maternité peut être rattachée à ces mesures, ainsi que le remboursement des frais médicaux de grossesse et de maternité.

Au niveau des impôts, le montant de la surtaxe progressive diminue avec le nombre d'enfants, le revenu imposable étant divisé par un certain nombre de parts, qui sont fonction des enfants à charge. D'autres avantages concernent également plus les familles nombreuses que les autres, telle la prise en charge par l'Etat du transport de la famille pour les congés des fonctionnaires, ou encore des facilités plus grandes pour trouver un logement.

Force est cependant de constater que ces diverses mesures ont une portée limitée, tant par leur niveau somme toute modéré, que par leur champ d'application, puisqu'elles concernent essentiellement les salariés (14 % des actifs occupés en 1976). Il est en outre intéressant de relever que plusieurs de ces mesures (allocation de naissance, supplément familial de traitement, surtaxe progressive) ne s'appliquent que jusqu'au sixième ou septième enfant selon le cas, la venue des enfants suivants ne donnent plus d'avantages supplémentaires. Il s'agit là justement de la descendance finale moyenne nationale (6,5 enfants par femme à l'enquête individuelle de l'ENF de 1978). Cela ne laisserait-il pas entendre que cette descendance du moment est jugée dans l'ensemble "satisfaisante" ?

(41) NGWE (Emmanuel) - 1979.

NTSAFACK (Véronique) - 1979.

GUBRY (Patrick), NDOUMBE MANGA (Samuel), TADI ABODO (Alphonse) - 1980.

GWAN ACHU (Emmanuel) - 1985.

Ces mesures font-ils partie d'une politique nataliste ? On ose à peine l'affirmer, au vu des limitations ci-dessus, s'agissant d'une part d'une législation, certes nataliste, mais constituant surtout une rémanence de la législation coloniale ; d'autre part de mesures plus sociales que proprement démographiques.

D'ailleurs, sur le plan concret, si une certaine sous-fécondité a été signalée dès les années quarante au Cameroun, il faut attendre plus de 30 ans (soit 1978 avec les publications du Recensement Général de 1976 et 1983 avec les résultats de l'ENF de 1978) pour pouvoir en établir une localisation géographique précise. Un plan systématique et spécifique de lutte contre cette sous-fécondité reste encore à mettre en oeuvre.

Les différentes mesures d'essence "nataliste" prises pourraient correspondre en somme surtout au désir de "défendre la vie", plutôt qu'à la volonté explicite d'augmenter la natalité et la population du pays. Une telle volonté peut-elle néanmoins être décelée dans les plans de développement ou dans les déclarations officielles ?

Au niveau des plans de développement, les paragraphes consacrés à l'évolution de la population restent très succincts⁴². Les positions nuancées de cette période sont résumées dans les premier et troisième plans quinquennaux. Les second et quatrième plans ne prennent pas position sur le sujet.

Dans le premier plan (1961-66), il est mentionné que *"le Cameroun ne souffre pas de surpopulation (...) mais d'un déséquilibre prononcé dans la répartition de son potentiel de travail et d'un sous-emploi de celui-ci"*⁴³.

Dans le troisième plan (1971-76), on relève un paragraphe sur les conséquences économiques de la croissance démographique qui, *"en rendant le développement nécessaire, le rend en même temps possible. En accélérant la transformation de la société traditionnelle et en nécessitant un effort constant, cette croissance de la population peut apparaître comme le ferment du développement économique de la nation, si par ailleurs les mesures nécessaires sont prises pour permettre l'insertion des jeunes dans les rouages économiques du pays"*⁴⁴.

La croissance démographique apparaît donc comme positive et l'on peut être optimiste à son sujet. Mais cet optimisme reste prudent, car des conditions sont clairement posées pour une évolution favorable : les "mesures nécessaires" seront-elles, ou pourront-elles être prises ?

Les prises de position directes des responsables politiques sur l'évolution de la population du pays sont très rares pendant cette période. Tout au plus peut-on supputer un

(42) NGWE (Emmanuel) - 1985.

(43) CAMEROUN : MINISTÈRE DES FINANCES ET DU PLAN - 1961.

(44) CAMEROUN : MINISTÈRE DU PLAN ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE - 1973.

certain regret de la part des dirigeants devant le chiffre modéré de la population (A3)⁴⁵, ce qui permet de "se réjouir" de "l'accroissement des naissances" ou du doublement de la population (A5, A9, A12). Le souci principal, dans les premières années de l'Indépendance, est de constituer un marché économique et démographique suffisamment vaste pour faciliter la rentabilité des investissements (A1, A4). Devant le manque de capitaux, l'accent est porté sur le facteur humain et la force de travail de la jeunesse, "atouts incomparables" pour lutter contre le sous-développement (A2, A7, A11, A13).

Mais dès 1966, on entrevoit que le problème démographique "peut devenir demain un grave souci de préoccupations" sur le plan de l'autosuffisance alimentaire (A5). En 1968, on pressent que la démographie pourrait être "explosive" (A6). La structure par âge très jeune de la population apparaît préoccupante pour le marché de l'emploi (A8). C'est en 1976 que "la forte poussée démographique" du pays est présentée pour la première fois sous un jour négatif, puisqu'elle est une des causes de la "conjoncture difficile" de l'économie (A10). Cette "poussée démographique", qui doit être transformée "en une véritable dynamique de progrès" (A13), n'est-elle pas dès lors plus un problème qu'un atout ?

En un mot, il ne semble pas que l'idéal d'un Cameroun peuplé par le plus de monde possible, ou du moins par une population très rapidement plus nombreuse que celle obtenue par la croissance de l'époque, ait jamais habité l'esprit des dirigeants. En tout cas, dès les premières années de prise en main des affaires publiques par les nationaux, les problèmes susceptibles d'être engendrés par une croissance incontrôlée de la population semblent avoir été perçus par les dirigeants.

La réalité est donc très éloignée des slogans qui ont circulé à la fin des années soixante : "opération 10 000 000 d'habitants" d'abord, puis "opération 15 000 000 d'habitants". Une seule référence -au demeurant indirecte- en a été retrouvée⁴⁶. Cela permet de s'interroger sur l'origine exacte de ce slogan et sur la volonté effective qu'il y avait d'aboutir à une concrétisation rapide. La réalité est aussi éloignée de l'opinion que l'on avait à ce moment-là de la politique démographique "nataliste" du Cameroun.

Cette politique était-elle effectivement nataliste ? Oui, sans doute, mais très largement nuancée, tant par la réglementation en vigueur et son application, que par la portée limitée des actions spécifiques entreprises et par les déclarations mesurées des dirigeants.

(45) Ces références se rapportent aux citations qui figurent en annexe. Aucune trace n'a pu encore être retrouvée du discours du Ministre de la Santé et de la Population à la Conférence mondiale sur la population de Bucarest en 1974.

(46) CAMEROUN - 1975, p. 1.

2. LE TOURNANT DE 1980 AVEC LE CONGRES DE BAFOUSSAM

Le 13 février 1980, le Président de la République, Ahmadou AHIDJO, a présenté le rapport de politique générale au 3ème congrès ordinaire du parti, l'Union Nationale Camerounaise, qui s'est tenu à Bafoussam du 12 au 17 février (A14). Ce discours, qui est le premier du genre largement centré sur la démographie, marque certainement un tournant dans les conceptions officielles sur l'évolution de la population au Cameroun.

L'accent est porté essentiellement sur les conséquences macro-économiques d'une croissance démographique trop forte à tous les niveaux : emploi, agriculture, urbanisation, éducation, santé, investissement... Ces conséquences sont présentées sous un aspect négatif, la croissance de la population augmentant les problèmes de chacun des secteurs.

Parmi les expressions utilisées on relève notamment des termes tels que "l'accroissement impétueux de la population" ; "le spectre préoccupant de l'explosion démographique" ; "les incidences amples et profondes de cette situation" ; des "indicateurs de tensions" ; "une désintégration de notre économie, de notre équilibre social"... Il s'agit là d'un vocabulaire éminemment -on pourrait dire violemment- anti-nataliste, s'il en est.

Pourtant, fait intéressant à relever, ce discours a été reçu en majorité à l'époque dans un sens opposé et considéré paradoxalement comme pro-nataliste. Il en a été ainsi au moment même de l'allocution et le journaliste de *Cameroon Tribune*, qui assistait à la séance, ne s'y est pas trompé, qui a relaté l'incident dans le numéro du 14 février :

"Une rumeur -étonnement, satisfaction ou consternation- s'est élevée hier dans la salle des congrès quand le président National de l'UNC a annoncé les chiffres de la population camerounaise des prochaines années. De 7,7 millions qu'elle était en 1976, elle atteindra, si l'amélioration des services de santé se développe, 16,5 millions d'habitants en l'an 2000. En l'an 2025, elle pourrait bien dépasser les 40 millions d'habitants. Ces chiffres ont été accueillis par une salve d'applaudissements qui en fait ne cadraient pas avec l'objectif que visait le Président National de l'UNC. Car moins que de s'en féliciter, le Président Ahidjo a voulu attirer l'attention des congressistes sur les sérieux problèmes que posera l'accroissement impétueux de notre population. Un spectre préoccupant, dont il a ensuite décrit les effets néfastes sur plusieurs plans".

La même analyse a été faite ultérieurement jusque dans le milieu intellectuel ou scientifique. Un article de journal paru le 4 juin 1981 en est une illustration particulièrement nette :

"En d'autres termes, lorsque le chef de l'Etat parle du "souci de l'équilibre et de la justice sociale", c'est moins pour freiner la natalité que pour trouver un ensemble de solutions globales qui garantissent justement un meilleur équilibre entre les villes et les campagnes (...). Sans vouloir tirer la sonnette d'alarme, le gouvernement, parce qu'il aspire à la croissance démographique, laquelle est déjà une réalité, voudrait plutôt sensibiliser les masses laborieuses sur l'impérieuse nécessité de "maîtriser parfaitement notre appareil de production"⁴⁷.

Pourquoi de telles oppositions dans les interprétations d'un même texte ? L'origine est à rechercher dans le sentiment profond, viscéral, de défense et de promotion de la vie qui existe au Cameroun et sans doute dans toute l'Afrique, voire dans de nombreux milieux ruraux au monde. Vouloir seulement limiter cette vie, qui est en elle-même un miracle avec les conditions de mortalité qui continuent de prévaloir, apparaît donc comme quelque chose d'inhumain (c'est-à-dire non-humain), de choquant et de totalement étranger à la philosophie africaine. Cela est bien exprimé dans le même article par D. EVEZO'O BILOUNGA :

"Il apparaîtrait pour le moins paradoxal que pour prendre soin du bien-être de l'homme, on tende vers des mutations qui aboutiraient à exclure l'homme du cycle de la vie".

Fait significatif, c'est exactement la même idée qui a été exprimée plus crûment mais avec force, par le dessinateur satirique L.M. LEMANA, sous le titre accusateur de "Vous les concepteurs de contraceptifs !", à travers le dessin d'une tombe portant l'épithète suivante :

"Ne faites pas attention à cette tombe : il n'y a personne dedans. L'homme qui aurait dû y être n'a pu exister, un contraceptif violent s'étant interposé"⁴⁸.

Quoi qu'il en soit, on peut dire avec E. NGWE (op. cit.) que "le chef de l'Etat a tracé les grandes lignes de la politique de population au Cameroun" lors du congrès de Bafoussam. En ce qui concerne la fécondité, les axes principaux suivants peuvent être dégagés :

(47) EVEZO'O BILOUNGA (Désiré) - 1981 - Démographie : pas de solutions simplistes. *Cameroon Tribune* (Yaoundé) n° 2091, 4 juin 1981, p. 11.

Cet article fait suite à deux articles précédents dans le même journal de Emmanuel NGWE (Pour une politique de population au Cameroun. N° 1746, 9 avril 1980, p. 2) et de KANGUIA KWAMM (Le Cameroun face au problème démographique. N° 1764, 30 avril 1980, p. 2). Ces deux articles venaient en réaction au Congrès de Bafoussam, le premier dans un sens nataliste, le second dans un sens malthusien.

(48) *Cameroon Tribune* (Yaoundé), n° 2575, 11 janvier 1983.

1°) Des mesures doivent être prises au plus tôt pour tendre à limiter la fécondité⁴⁹.

2°) Une politique autoritairement anti-nataliste irait à l'encontre de la politique sanitaire, de la lutte contre la stérilité et de la liberté individuelle. Il faut donc sensibiliser chacun pour qu'il limite sa descendance en fonction "du niveau et de la qualité de vie auxquels il aspire".

3°) Toutes les institutions sociales et toutes les organisations de masse sont mobilisées pour cette action de sensibilisation.

4°) Il sera créé une Commission Nationale de la Population, qui formulera "une politique définie de population".

Au total, malgré quelques termes forts, qui pourront être qualifiés de "littéraires", il s'agit là encore d'un discours nuancé, tenant compte des diverses sensibilités, et réaliste, puisqu'il s'en remet à une commission élargie pour définir une politique détaillée. Mais incontestablement un tournant est pris, qui définit une voie opposée au chemin parcouru jusqu'alors : c'est celle de la "maîtrise", qui a été précisément le mot d'ordre du congrès de Bafoussam.

Les raisons de ce changement de point de vue resteront sans doute en partie obscures jusqu'à ce que les personnalités concernées aient livré leurs mémoires. Plusieurs explications peuvent cependant être avancées.

Le premier facteur qui vient à l'esprit est la publication en 1978 par le Futures Group, un organisme américain, d'un document sur les relations entre les facteurs démographiques et le développement au Cameroun⁵⁰. Les différents aspects de l'activité économique et sociale y sont analysés en relation avec des projections de la population de 1975 à 2010, 2025 ou 2050. Deux cas de figures sont examinés : le premier avec une fécondité constante, le second avec une descendance moyenne de 3 enfants par famille en l'an 2000. Dans ce dernier cas, la situation de chacun des indicateurs socio-économiques est présentée comme meilleure qu'avec une fécondité constante.

Ces analyses, "offertes aux dirigeants du pays, pour qu'ils les examinent", ont reçu une publicité exceptionnelle dans les milieux politiques et techniques concernés. L'impact de ce document a été très important, grâce à une présentation

(49) L'argument qui a été opposé à cette interprétation en avançant qu'il ne s'agirait pas là de la position officielle, puisque cette opinion serait celle des "experts" et non du chef de l'Etat, n'est pas recevable à notre sens. Une citation de cette sorte, non infirmée, n'est-elle pas une approbation ? On peut parfaitement se ranger derrière l'avis des "experts", en dernière extrémité, n'étant pas soi-même technicien, même si l'on aurait souhaité peut-être trouver une solution.

(50) THE FUTURES GROUP - 1978. Document publié dans le cadre du projet RAPID (Resources for the Awareness of Population Impacts on Development). Une nouvelle version augmentée, en Français et en Anglais, paraîtra en 1983.

très claire. Si l'on peut juger son ton comme trop systématiquement "alarmiste" et ses visées comme "unilatérales", force est cependant de constater qu'il n'a guère été sérieusement critiqué sur le fond. La présence de certains chiffres de cette publication dans le discours même du chef de l'Etat est la preuve de son influence.

Il ne faut cependant pas surestimer cette première explication. Le document du Futures Group n'aurait sans doute pas eu le rôle qu'il a finalement joué sans un second facteur, de nature endogène celui-là.

Cette période de la fin des années soixante-dix correspond en effet à la publication des résultats du premier recensement démographique, celui de 1976. Un des principaux résultats de ce recensement a été de faire apparaître une population largement supérieure à celle que l'on pouvait attendre pour la même date 10 ou 15 ans auparavant : + 12 % en 1976 au Cameroun francophone pour des projections effectuées en 1964, + 18 % environ en 1980 dans l'ensemble du pays pour des projections effectuées en 1966⁵¹ et jusqu'à + 30 % dans certaines régions reculées. La différence résulte d'une part d'une sous-estimation de la population de départ pour les projections, d'autre part d'une sous-estimation de la fécondité. Celle-ci apparaît en effet en légère hausse dans les années soixante-dix par rapport à la décennie précédente, mais les résultats complets de l'ENF de 1978 ne seront disponibles qu'en 1983. Ces constatations ont pu, dans une certaine mesure, faire apparaître la lutte contre le "sous-peuplement" et la "sous-fécondité" comme moins impérieuse.

Cependant, une prise de position n'entraînant pas forcément la mise en place d'une politique, il faut se demander quelles sont les suites données à ces déclarations.

3. DEPUIS 1980 : UNE POLITIQUE "ANTI-NATALISTE" ?

La mesure la plus significative, à la suite du congrès de Bafoussam est certainement la modification de la législation. L'interdiction précédente de vente des contraceptifs et de diffusion de l'information sur la contraception (loi française du 31 juillet 1920) est abrogée. La vente des contraceptifs aux oestrogènes est autorisée sur ordonnance médicale (Loi n° 80-10 du 14 juillet 1980, J.O. du 15 Juillet)⁵².

La Commission Nationale de la Population, annoncée à Bafoussam, a vu le jour début 1985 (Décret n° 85/275 du 1er mars 1985). La première session de cette commission s'est tenu le 6 novembre 1985 et a adopté un document de 137 résolutions⁵³. Parmi celles-ci, 10 concernent particulièrement la fécondité : la résolution 60 et l'ensemble du chapitre IX

(51) TURLOT (François) - 1964.
MAZURE (C.) - 1966

(52) WESTINGHOUSE SOCIAL SCIENCES INTERNATIONAL - 1984.
ISAACS (Stephen L.), COOK (Rebecca J.) - 1985

(53) CAMEROUN : MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE - 1985.

(résolutions 105 à 113). Les résolutions 106 et 107 résument l'essentiel des actions à mener :

"Résolution 106 :

Informar et éduquer la population sur les bienfaits de la parenté responsable et lui fournir les moyens nécessaires pour faire ses choix.

Résolution 107 :

Créer dans chaque chef-lieu de province un centre d'information et de conseil sur la procréation. Il s'agira d'informer les individus et les couples sur la manière d'espacer les naissances, de protéger la mère et l'enfant, de permettre aux individus et aux couples de choisir en toute connaissance de cause la taille de leur famille, et de lutter contre la stérilité".

Les autres actions concernent l'éducation sexuelle, l'éducation des filles, le relèvement de l'âge au mariage et la lutte contre la mortalité infantile. On peut donc dire que globalement ces mesures sont susceptibles de faire baisser la fécondité.

Les plans de développement conçus depuis 1980 ont commencé à être influencés par les nouvelles orientations. Le concept de "paternité responsable" fait son apparition dans le Vème Plan (1981-1986) :

"Pour faciliter l'application de l'action démographique, il sera mis en place, aux niveaux national et régional, des structures de contrôle et les moyens appropriés, qui permettront de responsabiliser la paternité et la maternité et de dispenser les soins nécessaires pour lutter contre la stérilité et la sous-fécondité (...).

La politique démographique devra répondre d'une part au souci d'équilibre démographique en vue de faire correspondre population et production, population et ressources, population et emplois, etc., d'autre part à la préoccupation d'amélioration du bien-être familial dans le cadre d'une parenté responsable animée par un dialogue entre hommes et femmes"⁵⁴.

En outre, ce plan se préoccupe systématiquement des conséquences de la croissance démographique sur le développement :

"Ainsi, il a été mis en évidence que l'évolution prévisible de la structure de la population dans le sens de son rajeunissement entraînera un accroissement de la charge par actif, des problèmes afférents à l'enseignement, à la formation, à la santé et, d'une manière générale, aux conditions d'un bien-être décent de cette population".

Dans le VIème Plan (1986-1991), on relève un "programme d'éducation sexuelle" :

"L'objectif visé est la lutte contre la propagation des maladies sexuellement transmissibles et les autres dangers liés à une vie sexuelle trop précoce. Le programme couvre tout le territoire national" 55.

On n'y relève cependant pas d'options précises en ce qui concerne la fécondité.

La création du Ministère de la Condition Féminine (4 février 1984) est aussi à mentionner ici, son rôle dans la "responsabilisation" des femmes -pour ne pas parler de "libération", terme trop galvaudé- pouvant être déterminant. Cette "responsabilisation" est sans doute une étape incontournable vers la "maternité volontaire".

Ces diverses mesures prises constituent en quelque sorte autant de "structures" sur la voie de la maîtrise de la fécondité. Mais des actions concrètes ont-elles été entreprises dans ce domaine ?

Le projet "Action démographique et amélioration du bien-être familial", mené par le Ministère des Affaires Sociales avec le soutien du Fonds des Nations-Unies pour les Activités en matière de Population (FNUAP) et le BIT, entre dans ce cadre 56. Il s'agit d'une "opération de développement" au sens large, portant sur "l'éducation des masses rurales", et n'abordant la planification familiale qu'épisodiquement. Sa portée géographique est très limitée (8 foyers expérimentaux en 1984).

Concernant la planification familiale sticto sensu, un certain "frémissement", selon la terminologie consacrée, est devenu perceptible. le thème est abordé dans de nombreuses opérations tant publiques que privées (ONG). On peut citer notamment parmi les actions dont la presse s'est faite l'écho, le séminaire sur l'éducation sexuelle à Yaoundé (Ministère des Affaires Sociales, 21-25 mars 1983) ; la création de la Family Life Association of Cameroun (FLACAM) pour la diffusion de la planification familiale naturelle (21 mai 1983), ainsi que de l'Action Familiale du Cameroun (AFCAM), à large vocation éducative ; le projet de création de la "Fondation Asseng du Cameroun", qui "entend militer pour le planning familial au Cameroun, pour une limitation ou un espacement raisonnable des naissances dans chaque foyer camerounais" (C.T. du 29/11/84) ; le séminaire-atelier de sensibilisation sur les méthodes naturelles de planification familiale, soutenu par l'Eglise (qui a par ailleurs, faut-il le préciser, les mêmes positions que le Vatican et a une grande influence au Sud-Cameroun) (C.T. du 4/12/84) ; le séminaire des leaders villageois du Mfoundi, qui a abordé le "planning familial" (C.T. août 85) ;

(55) CAMEROUN : MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE - 1986.

(56) Le Ministère des Affaires Sociales a fusionné avec le Ministère de la Condition Féminine en 1988, ce qui ne peut que renforcer les actions menées dans ce domaine.

la formation d'instructeurs sur la méthode ovulaire ou "méthode Billings", qui est en outre déjà mise en oeuvre dans la province du Nord-Ouest (C.T. du 22/10/85).

Cette nouvelle dynamique a été prise en compte, dans une certaine mesure, par des études récentes⁵⁷.

La diffusion des procédés modernes de planification familiale et de l'information sur la contraception par le système de santé proprement dit et par les médias reste cependant très embryonnaire, voire inexistante. Il faut donc se demander, à travers les déclarations officielles, si la volonté de maîtriser l'évolution de la population reste aussi forte que semblaient le montrer les déclarations de Bafoussam.

Les termes mêmes du discours de Bafoussam ont été repris ultérieurement, en insistant sur la nécessité d'intégrer plus étroitement les variables démographiques à la planification (A15, A16). La "planification familiale" et "l'espacement des naissances" sont cités en 1981 comme faisant partie de l'action du gouvernement (A17). De 1982 à 1984, après la démission du président AHIDJO et la venue au pouvoir du président BIYA (6 novembre 1982), on observe une période de transition dominée par les préoccupations politiques liées à la mise en place et à la consolidation du nouveau régime. Les problèmes démographiques passent alors au second plan et ne sont plus abordés dans les déclarations officielles. La confiance dans la politique agro-pastorale pour suivre la croissance démographique est cependant affirmée (A18).

A la conférence mondiale sur la population de Mexico (6-13 août 1984), la communication nationale du Cameroun qualifie la politique du gouvernement comme "pro-nataliste" :

*"En d'autres termes, le gouvernement estime que ses réalités particulières de pays insuffisamment peuplé et son contexte socio-culturel justifient sa politique pro-nataliste"*⁵⁸.

Si, comme nous l'avons souligné, une telle assertion demande à être nuancée jusqu'en 1980, elle peut être considérée comme plutôt abrupte après cette date. D'ailleurs, le même paragraphe conclut :

"Cela signifie que les parents doivent être conscients de leurs devoirs en prenant la décision de donner la vie".

Une telle formulation ne signifie-t-elle pas, dans la majorité des cas, un espacement des naissances et donc une réduction de la fécondité, volontaire certes.

(57) FOKAM (Jean-Marie), TAYO (Jacob) - 1984.
BANGUE (Bernard) - 1985.
FONDZENYUY LUKONG (John) - 1985.
TABI ABODO (Alphonse) - 1985.
TAYO (Jacob) - 1985.

(58) CAMEROUN - 1984, p. 14.

L'interview donnée par le Ministre après la conférence apparaît plus nuancée : la population est une ressource avant d'être une charge, mais cela n'empêche pas de promouvoir une parenté responsable en espaçant les naissances et en responsabilisant chacun (A19).

L'allocution du chef de l'Etat, Paul BIYA, devant l'Assemblée nationale le 23 Juillet 1986, portant sur le VIème Plan quinquennal, marque une nouvelle étape fondamentale dans l'évolution des conceptions sur la fécondité au Cameroun (A20). *"La procréation, fût-elle un droit fondamental de tout homme, peut et doit être maîtrisée"* a déclaré le Président. Il s'agit *"de tendre de plus en plus vers la promotion et l'instauration réfléchies d'une parenté consciente et responsable"*.

Ces prises de position paraissent très claires. Or, fait extraordinaire, elles ont donné lieu à deux interprétations opposées, exactement de la même manière qu'après le congrès de Bafoussam.

P.ETOUNDI MBALLA pense que le chef de l'Etat a voulu responsabiliser les pères, sur le plan juridique, de manière à ce que chacun reconnaisse ses enfants et en assume la charge :

"En d'autres termes, au plaisir simple et amusant de procréer, le chef de l'Etat camerounais demande à ses concitoyens de substituer une réelle volonté d'assumer toutes les responsabilités inhérentes à l'acte de procréer. Ces responsabilités, multiples et délicates, englobent aussi bien l'assistance à la mère que la surveillance, l'encadrement, la protection et la bonne éducation de son enfant. C'est cela que le président BIYA appelle la "paternité consciente et responsable"."

M.P. WEUTEMDIE, quant à elle, interprète le concept de "parenté responsable" en termes de planification familiale :

"Il ne s'agit nullement en matière de planning familial de pratiquer une politique draconienne de limitation de naissances, mais de promouvoir une parenté responsable. En d'autres termes, de permettre aux individus d'avoir autant d'enfants qu'ils le veulent, mais avec la garantie de pouvoir s'en occuper pleinement, tant matériellement que moralement (...). Contrairement à ce que croient beaucoup d'individus, il ne s'agit pas d'imposer à une famille ou à un individu un nombre limité d'enfants, mais de faire prendre conscience à chaque parent de la nécessité d'avoir le nombre d'enfants dont il se sent pleinement capable d'assurer l'éducation complète et de satisfaire, ce qui n'est pas moindre, leurs besoins élémentaires. L'adage dit "quand il y en a pour un, il y en a pour deux" ; c'est

(59) **ETOUNDI MBALLA (Patrice)** - 1986 - La paternité responsable. Une condition du développement économique et social. Cameroon Tribune (Yaoundé), n° 3630, 25 juillet 1986, p. 6.

*bien vrai ; mais avouons qu'il est plus aisé de partager quatre bananes à quatre enfants qu'à douze !*⁶⁰.

Gageons, que dans le contexte de la planification, c'est cette seconde interprétation que le chef de l'Etat a voulu transmettre.

Y-a-t-il finalement une politique anti-nataliste depuis 1980 ? Il serait assurément exagéré de l'affirmer, tant cette politique est "modérée". On pourrait dire que Cameroun a adopté des positions anti-natalistes, sans pour autant que la politique correspondante soit appliquée. En somme, on a glissé progressivement d'un natalisme nuancé vers un antinatalisme modéré.

Tout se passe comme si, les résolutions ayant été prises, l'on cherchait maintenant à trouver les meilleurs moyens pour mettre en place une politique de la maîtrise de la fécondité sans heurter les convictions les plus profondes de la quasi-totalité de la population. Le fait qu'aucune mise au point officielle -risquant de paraître brutale- n'ait été effectuée ni en 1980, ni en 1986, suite aux interprétations divergentes des prises de positions officielles, n'est-il pas signe qu'un lent processus de maturation est engagé ?

N'y a-t-il pas lieu avant tout de dépassionner le débat ? Dans ce domaine, qui touche à la philosophie de l'existence, tous les arguments sont recevables, mais à l'inverse aucun d'eux n'est déterminant au point d'annihiler les autres. On peut avancer quelques réflexions.

Dans le domaine macro-économique, la croissance démographique permet la mise en valeur de vastes espaces sous-utilisés (gardons-nous de dire "inutilisés") et de faire d'importantes économies d'échelle, en rentabilisant les investissements, dans un pays de faibles densités comme le Cameroun. Cette croissance permet le maintien d'une forte proportion de population jeune, gage d'un dynamisme certain dans de nombreux domaines. Il est donc indispensable de la maintenir dans une certaine mesure. Il n'est sans doute pas indispensable et quelque peu présomptueux de chercher à fixer ce niveau, mais chacun comprendra que les excès dans un sens comme dans l'autre engendreront des difficultés. Est-on notamment sûr que les "investissements démographiques" actuellement nécessaires pour couvrir la croissance de la population peuvent être correctement assurés par une politique adéquate et réaliste, compte tenu de la conjoncture intérieure et extérieure ?⁶¹. Il nous semble, au fond de nous-même, que les réponses à cette question ne peuvent être que nuancées, même si elles sont divergentes, mais chacun devra se la poser.

(60) WEUTENDIE (Marie-Pascaline) - 1986 - Contrôle des naissances : luxe ou nécessité ? *Cameroun Tribune* (Yaoundé), n° 3635, 31 juillet 1986, p. 17.

(61) Cf. notamment SCHNETZLER (Jacques) - 1986.

Sur le plan familial, une forte fécondité reste bien souvent le seul moyen d'assurer sa descendance dans un contexte de mortalité infantile élevée. Aucune contrainte, de quelque nature qu'elle soit, n'est donc tolérable dans ce domaine, que l'on a d'ailleurs fort justement réservé à l'initiative des individus et des couples. Pour pouvoir exercer cette initiative, ceux-ci doivent bien-sûr être informés.

Sur le plan social, il est indéniable que l'espacement des naissances représente un progrès pour la santé de la mère et de l'enfant et plus généralement pour la condition féminine. La justice sociale demande que tous puissent profiter de services qui ne sont actuellement accessibles qu'à une petite minorité privilégiée. Les problèmes posés par l'absence d'éducation sexuelle et de contraception encombrant les colonnes des faits divers : grossesses en milieu scolaire, avortements, infanticides, abandon de bébés, problèmes des "filles-mères", etc. Il importe donc de souligner avec force que la maîtrise de la procréation est devenue universellement, en cette fin de XXème siècle, un des droits fondamentaux de la personne humaine, au même titre que le droit à la santé.

Ces réflexions montrent que la planification familiale, volontaire et consciente, ne saurait être considérée comme un "scandale", mais au contraire comme l'un des nobles acquis de l'Homme, appelé à maîtriser la nature. Les pouvoirs publics l'ont bien compris. Reste à la mettre en pratique, afin que la parenté puisse être vraiment "responsable".

BIBLIOGRAPHIE

a) REFERENCES DANS LE TEXTE

BANGUE (Bernard) - 1985 - Dynamique de la population et dispositions institutionnelles au Cameroun (Une contribution à la valorisation et l'utilisation des ressources humaines). Yaoundé : IFORD, 69 p. multig. (Mémoire de fin d'études).

CAMEROUN : MINISTERE DES FINANCES ET DU PLAN - 1961 - Premier plan quinquennal de développement économique et social. Yaoundé, 272 p.

CAMEROUN : MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE - 1973 - IIIème plan quinquennal de développement économique et social, 1971-1986. Yaoundé, 474 p.

CAMEROUN : 1975 - Country Statement Cameroon. Communication à la consultation régionale suivant la conférence mondiale de la population. (CEA), Lusaka (12-22 avril 1975), 6 p. multig. (Doc. Pop/INF/186).

CAMEROUN : MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DU PLAN - 1981 - Ve plan quinquennal de développement économique, social et culturel, 1981-1986. Yaoundé, LVII + 393 p.

CAMEROUN : DIRECTION DE LA STATISTIQUE ET DE LA COMPTABILITE NATIONALE - 1983 - Enquête Nationale sur la Fécondité du Cameroun 1978. Rapport principal. Volume I : Analyse des principaux résultats. Londres : EMF. Enquête mondiale sur la Fécondité, XIII + 222p .

CAMEROUN - 1984 - Communication Nationale. Conférence Mondiale sur la population (Nations-Unies), Mexico (6-13 août 1984), 19 p. multig.

CAMEROUN : MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE - 1985 - Commission Nationale de la Population. Première Session/ National Commission on Population. First Session. Yaoundé, 40 p. + 40 p.

CAMEROUN : MINISTERE DU PLAN ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE - 1986 - VIème plan quinquennal de développement économique, social et culturel, 1986-1991. Yaoundé, 325 p. + cartes.

FOKAM (Jean-Marie), NGWE (Emmanuel) - 1985 - Intégration des données démographiques dans les plans de développement au Cameroun. *Population et développement* (Yaoundé), n° 1, pp. 25-53.

FOKAM (Jean-Marie), TAYO (Jacob) - 1984 - Situation démographique de la République Unie du Cameroun. Communication à la deuxième conférence africaine sur la population (CEA), Arusha (9-13 janvier 1984), 21 p. multig.

FONDZENYUY LUKONG (John) - 1985 - Les problèmes de politique de population sur la fécondité et l'infécondité au Cameroun. In LANTUM NONI (Daniel) ed. : Le phénomène de la stérilité au Cameroun : implications sur la politique de la population. Séminaire National sur la Stérilité (CUSS), Yaoundé (29 Juillet-2 août 1985). Yaoundé : CUSS. Centre Universitaire des Sciences de la Santé, 387 p. multig., pp. 305-316.
(UCHS/CUSS Occasional Publications, n° 3).

GUBRY (Patrick), NDOUME MANGA (Samuel), TABI ABODO (Alphonse) - 1980 - Population et planification du développement au Cameroun. Communication à la Conférence sur la planification du développement intégré de la population (USAID, Research Triangle Institute), Lomé (9-12 juin 1980), 33 p. multig.

GWAN ACHU (Emmanuel) - 1985 - Origin and elements of the population policies of Cameroun Republic. *Annales de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines* (Yaoundé), vol. I, n° 1, pp. 128-148.
Nouv. réf. : *Revue Science et Technique Sér. Sci. Hum./ Science and Technology Review Soc. Sci. Ser.* (Yaoundé), vol. III, n° 1-2, 1985, pp. 116-128.

ISAACS (Stephen L.), COOK (Rebecca J.) - 1985 - Lois et politiques affectant la fécondité : une décennie de changements. *Population Reports* (Baltimore), série E, n° 7, 54 p.

MAZURE (C.) - 1966 - Perspectives démographiques provisoires de la République Fédérale du Cameroun. Yaoundé : CIDEP. Centre d'Information, de Documentation et d'Etude du Plan, Paris : SEAE. Secrétariat d'Etat aux Affaires Etrangères chargé de la Coopération, 103 p. multig.

NGWE (Emmanuel) - 1979 - Eléments pour une politique de population au Cameroun. Communication au séminaire sur les politiques de population en Afrique (IFORD, CIRES), Lomé (12-17 mars 1979), 17 p. multig.

NTSAFACK (Véronique) - 1979 - Les oeuvres sociales et la politique nataliste au Cameroun. Yaoundé : Université, Mémoire de maîtrise de sociologie, 113 p. multig.

SCHNETZLER (Jacques) - 1986 - Le Cameroun face au double défi démographique et pétrolier. *Revue de Géographie du Cameroun/ Cameroon Geographical Review* (Yaoundé), vol. VI, n° 1, pp 17-43.

TABI ABODO (Alphonse) - 1985 - Les problèmes de stérilité au Cameroun. Alternatives pour une politique de population. In LANTUM NONI (Daniel) ed. : Le phénomène de la stérilité au Cameroun : implications sur la politique de la population. Séminaire National sur la Stérilité (CUSS), Yaoundé (29 juillet-2 août 1985). Yaoundé : CUSS. Centre Universitaire des Sciences de la Santé, 387 p. multig., pp.317-330. (UCHS/CUSS Occasional Publications, n° 3).

TAYO (Jacob) - 1985 - Evolution des politiques de population au Cameroun de 1960 à 1985. In LANTUM NONI (Daniel) ed. : Le phénomène de la stérilité au Cameroun : implications sur la politique de la population. Séminaire National sur la Stérilité (CUSS), Yaoundé (29 juillet-2 août 1985). Yaoundé : CUSS. Centre Universitaire des Sciences de la Santé, 387 p. multig., pp. 282-304. (UCHS/CUSS Occasional Publications, n° 3).

THE FUTURES GROUP - 1978 - Cameroon. The Interrelation of Population and Development. Washington (D.C.), 33 p. + croquis.

TURLOT (François) - 1964 - Note sur l'estimation de la population camerounaise du Cameroun Oriental. Projections jusqu'en 1980. Yaoundé : Service de la Statistique : Section des Enquêtes, 13 p. multig.

VERRIERE (Jacques) - 1978 - Les politiques de population. Paris : PUF, 207 p. (Le Géographe, n° 26).

WESTINGHOUSE SOCIAL SCIENCES INTERNATIONAL : DEMOGRAPHIC DATA FOR DEVELOPMENT - 1984 - Population Policy Review : Republic of Cameroon. Columbia (Md.), 16 p.

YANA (Simon David) - 1985 - Situation démographique du Cameroun et planification familiale. Yaoundé : Université, Mémoire de maîtrise de sociologie, 99 p. multig.

b) SOURCES DES CITATIONS EN ANNEXE

AHIDJO (Ahmadou) - 1980 - Anthologie des discours, 1957-1979. Dakar, Abidjan, Douala : Les Nouvelles Editions Africaines, 4 tomes, XIII + 2300 p.

BIYA (Paul) - 1984 - Le message du Renouveau. Discours et interviews du président Paul BIYA (Novembre 1982-Novembre 1983)/ The New Deal Message. Speeches and Interviews of President Paul BIYA (November 1982-November 1983). Yaoundé : SOPECAM. Société de Presse et d'Édition du Cameroun, 528 p.

Cameroon Tribune (Yaoundé), spécial UNC du 29/2/80, n° 1776 du 17/5/80, n° 2219 du 5/11/81, n° 2223 du 10/11/81, n° 3082 des 23-24/9/84, n° 3629 du 24/7/86.

**ANNEXE : PRINCIPALES CITATIONS OFFICIELLES RELATIVES A
L'EVOLUTION DE LA POPULATION
ET A LA FECONDITE AU CAMEROUN**

- A 1 * 25/9/1960 : Rapport de politique générale du chef de l'Etat :

"Parmi les limitations à l'incitation à investir, il faut citer les facteurs économiques telle "la faible densité du marché local, situé au dessous du seuil de rentabilité (...)".

- A 2 * 17/1/1963 : Discours du chef de l'Etat à l'occasion de l'installation du Comité Technique National pour le Développement :

"A cette oeuvre de rénovation de nos campagnes (...) tous les Camerounais sont conviés, car nous croyons nous aussi que dans cette lutte contre le sous-développement, ce n'est pas l'or, ce sont les bons soldats qui sont les nerfs de la guerre".

- A 3 * 21/12/1964 : Discours du président de la République à l'occasion de la tournée officielle dans le Mbam, à Makénéne :

"Moi aussi, j'arrive à rêver que mon pays est aussi grand que les Etats-Unis d'Amérique et aussi grand que la Russie. Mais quand je me réveille, je constate que mon pays c'est le Cameroun avec ses 4 millions d'habitants".

- A 4 * 26/6/1966 : Discours du président de la République à l'occasion de la réunion du Centre Européen pour le Développement Industriel et la mise en valeur de l'Outre-Mer, à Paris :

Concernant les états de l'Afrique Centrale : "La constitution d'un marché de dix millions de consommateurs (...) ne peut en effet qu'inciter les capitaux étrangers à venir s'investir dans nos Etats et que contribuer à nous faire sortir de notre état de moindre développement".

- A 5 * 24/12/1966 : Discours du chef de l'Etat à l'occasion de l'inauguration du village-pionnier de Minkama :

D'après Platon, "l'agriculture est mère et nourrice des arts (...). Ce qui était valable au temps de Platon l'est encore plus à notre époque, où l'explosion démographique pose à l'humanité de sérieux problèmes d'alimentation. Si actuellement le Cameroun ne connaît pas, Dieu merci, les effrayants problèmes de nutrition, qui se posent en terme de vie ou de mort pour d'autres régions déshéritées de la planète, il n'en est pas moins évident que le remarquable accroissement des naissances, qui nous réjouit le coeur, peut devenir demain un grave souci de préoccupations, si nous ne savons pas dès maintenant dégager les moyens qui permettront d'assurer, dans l'avenir, la subsistance de la

population, dont une partie, pour des raisons d'équilibre et d'indépendance économiques, devra nécessairement se consacrer à des activités industrielles. Cette multiplication des consommateurs, liée à un accroissement de la consommation individuelle, qui accompagne inéluctablement l'élévation du niveau de vie de nos compatriotes, n'est pas le moindre des problèmes que le gouvernement s'attache à résoudre. Dans ce domaine, nous devons avoir les yeux fixés sur des horizons lointains".

- A 6 * 14/5/1968 : Message du président de la République à l'Assemblée Nationale fédérale :

"Dans ce contexte planétaire, caractérisé par une concurrence effrénée (...), qui trouve son fondement soit dans une volonté de puissance, soit dans la nécessité de faire face aux impératifs d'une démographie explosive - parfois même dans l'une et l'autre réunies- nous n'avons nous, au Cameroun, d'autre solution que nous jeter résolument dans la lutte".

- A 7 * 13/2/1972 : Discours du chef de l'Etat à l'occasion de la 7ème fête nationale de la jeunesse :

"Face à cette situation, nous avons le devoir d'utiliser au maximum l'immense capital dont nous disposons : la force productive de nos bras et notamment la réserve infinie d'énergie que recèle la jeunesse camerounaise".

- A 8 * 25/11/1973 : Discours d'ouverture du président du Parti du 3ème conseil national de l'UNC à Yaoundé :

"Notre pays est l'un des plus scolarisés en Afrique et la structure de sa population fait apparaître une proportion toujours plus grande de jeunes en âge de travailler. La préoccupation du Gouvernement est de fournir du travail à tous ces jeunes, dont la plupart désertent les campagnes et s'exposent à tous les dangers des grands centres urbains".

- A 9 * Août 1976 : Déclaration de M. Paul DONT SOP, ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale au mensuel *Le Monde Diplomatique* :

"La venue d'enfants au foyer du travailleur ne constitue pas un risque et au Cameroun on ne la baptise pas ainsi, c'est un événement habituellement qualifié d'heureux et on préfère donc parler de charges familiales, mais il n'est pas moins vrai que l'entretien d'une famille est à l'origine de dépenses supplémentaires que le travailleur ne peut couvrir par un accroissement de ses gains, qui demeurent liés à sa prestation de service. La nécessité s'est donc faite sentir d'élaborer une législation de protection familiale qui ne prétend pas -au Cameroun pas plus qu'ailleurs- pallier les charges supplémentaires qu'entraîne la venue des enfants, mais au moins aider le travailleur à faire face à ces charges. Le système de prestations familiales créé dans ce but (a été étendu à

l'ensemble du territoire par la loi n° 67/LF/7 du 12 Juin 1967)".

- A10 * 25/8/1976 : Discours du chef de l'Etat devant les parlementaires réunis en session extraordinaire :

"Ces résultats sont d'autant plus significatifs que pendant toute l'exécution du IIIème Plan, notre économie a connu une conjoncture difficile provoquée principalement par la stagnation de la production agricole due en grande partie aux conditions climatiques défavorables et par la forte poussée démographique que notre pays a connue pendant cette période".

- A11 * 18/11/1977 : Discours du président de la République à l'occasion du 3ème comice agro-pastoral à Bafoussam :

"Nous pensons en effet que la jeunesse est la composante essentielle de notre population. Notre jeunesse laborieuse, dynamique et ingénieuse doit participer pleinement à la bataille qu'ensemble nous menons pour le progrès et le décollage économique de la nation qui passent, avant tout, par le développement de l'agriculture".

- A12 * 23/10/1978 : Discours de M. Paul DONTSOP, ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale, à l'ouverture de la table-ronde sur le rôle des services de l'emploi dans les pays africains d'expression française, à Yaoundé :

"Au Cameroun, pour prendre l'exemple de mon pays, nous sommes heureux et fiers que le chiffre de notre population ait presque doublé depuis l'accession à l'indépendance".

- A13 * 6/12/1978 : Discours d'ouverture par le chef de l'Etat de la conférence nationale des jeunes de l'UNC à Yaoundé :

"Face à cette situation, il nous faut à tout prix ouvrir les yeux sur les atouts incomparables dont dispose le Cameroun, à savoir le capital quasi inépuisable qu'est la terre, en même temps qu'une jeunesse nombreuse, dynamique et pour une large part bien formée. Il nous faut sur des bases solides, asseoir notre stratégie et nos méthodes de développement de manière à transformer la poussée démographique en une véritable dynamique de progrès à partir des potentialités mêmes de notre sol. Dans ce sens, je l'ai dit, le développement auto-centré signifiant que nous devons compter d'abord sur les ressources nationales disponibles pour assurer le développement du pays, il en résulte une nécessité fondamentale : utiliser au maximum, pour le travail de la terre, le capital de main-d'oeuvre disponible".

A14 • 13/2/1980 : Rapport de politique générale du président national du parti au 3ème congrès ordinaire de l'Union Nationale Camerounaise à Bafoussam :

"Le spectre de ces réalités se profile devant nous. Le défi à relever est de pouvoir répondre de manière adéquate au choc du futur. Il s'agit de considérer, par exemple, (l'influence) de la croissance démographique sur les principaux objectifs nationaux retenus, non seulement dans le plan actuel en cours d'exécution, mais (dans) les plans à venir (...). Nous devons en conséquence considérer que l'accroissement impétueux de la population est inquiétant et pose de sérieux problèmes dont la solution conditionne notre devenir. Notre devoir est alors de faire appel à nos ressources d'imagination, à notre faculté d'innovation et de créativité pour faire en sorte que la stratégie de la croissance économique intègre les problèmes que pose l'expansion démographique à la politique de développement. La finalité essentielle de notre démarche doit par conséquent être l'effort de maîtrise de notre croissance et de notre planification du développement. C'est donc sous le signe de la maîtrise de notre développement que nous plaçons ce Congrès (...).

Il faut le redire, l'homme est le capital le plus précieux dont un pays puisse disposer (...) Ainsi s'explique le déploiement de l'action du gouvernement au niveau de l'Education Nationale (...). Mais comment ne pas s'interroger avec angoisse sur la qualité finale de la moisson à espérer, c'est-à-dire sur la rentabilité finale des sacrifices consentis ! Déjà nous sommes submergés par le flot impétueux des candidats à l'éducation et à l'emploi et demain nous le serons davantage encore ! Qui peut, dans ces conditions, garantir non seulement notre capacité de répondre à l'immense soif d'instruction de nos concitoyens, mais encore assurer à l'éducation donnée la qualité correspondant au niveau minimum requis (...).

Au début de notre exposé, nous avons évoqué le spectre préoccupant de l'explosion démographique caractéristique des pays en développement et dont nous devons dès maintenant tenir le plus grand compte en vue de la maîtrise de la stratégie de notre développement au cours des décennies à venir. Les incidences amples et profondes de cette situation se feront sentir sur divers secteurs clés de l'activité nationale : Au plan de la main-d'oeuvre et des emplois pour les jeunes (...), au plan de l'agriculture et des terres arables (...), au plan de la croissance urbaine et de ses conséquences (...), au plan de l'éducation (...). On peut affirmer que les conséquences seraient tout aussi importantes en ce qui concerne la santé, la protection maternelle et infantile, les besoins élémentaires des familles, l'investissement nécessaire dans les secteurs de l'industrie et de l'infrastructure, et le produit national brut par habitant. Certes, il n'est pas certain que le scénario prévu se déroule avec une rigueur mathématique. Entre autres facteurs, les comportements individuels peuvent

modifier le cours des choses. Mais pour les experts, la seule solution est de prendre dès à présent des mesures tendant à limiter la fécondité, pour parvenir en l'an 2000 à une moyenne de 3 enfants par famille au lieu de 6 (...).

Voilà le dilemme auquel nous sommes confrontés. Et ce, au moment même où des programmes sont développés en vue de réduire le taux de stérilité et la sous-fécondité caractéristique de certaines zones du pays ; au moment où la politique du gouvernement en matière de Santé Publique vise à accroître la population par l'amélioration de la santé maternelle et infantile, à combattre les maladies de toutes sortes, à lutter contre la mortalité prématurée, à augmenter l'espérance de la vie des citoyens. Considéré du point de vue politique et en conformité avec notre idéal de développement équilibré de l'ensemble des régions, comment appliquer une politique de limitation de la fécondité sur des régions dont nous déplorons le sous-peuplement et partant le sous-développement ? A moins de consacrer la contradiction de développer là, une politique nataliste et d'oeuvrer ici, pour un programme de limitation de naissances.

En vérité, nous ne croyons pas à l'efficacité d'une action artificielle et autoritaire en matière de limitation des naissances. En général celle-ci n'a pas d'effet dans une société à faible revenu (...). Il paraît donc nécessaire de dépasser la problématique malthusienne. Ce qui est en cause, ce n'est pas tant le niveau des taux démographiques que la création d'une situation de libération de l'homme pour qu'il vive ses rapports avec autrui et avec la nature de façon volontaire, consciente et digne.

Nous pensons que la vraie décision ici ne peut être qu'individuelle et qu'elle doit procéder de la prise de conscience, du sens de responsabilité, de la maturité de chaque Camerounais qui, se trouvant confronté aux difficultés et aux privations de toutes sortes, compte-tenu du niveau et de la qualité de vie auxquels il aspire, peut prendre des dispositions pour limiter le nombre de ses enfants. Notre devoir est alors de susciter cette prise de conscience par une action bien menée de sensibilisations des familles ; cette sensibilisation ne doit pas s'appuyer sur une propagande antinataliste, mais doit se préoccuper de la santé de la mère, de l'éducation des enfants, si lourde de nos jours, du bien-être et de l'équilibre socio-économique des familles, ainsi que des chances d'épanouissement des générations futures. Il s'agit de développer une sensibilisation qui ne culpabilise pas, mais qui amène à réfléchir, à prendre conscience et à faire son propre planning familial. Pour cette action de sensibilisation et d'éducation populaire, toutes nos institutions sociales, toutes nos organisations de masses, et notamment l'OFUNC, doivent se considérer comme mobilisées.

Dans le même ordre d'idées (...), le gouvernement mettra à l'étude le projet de constitution d'une Commission Nationale de la Population (...), (qui devrait) formuler une politique définie de population, dans l'intérêt des familles et du bien-être national.

Chers camarades, les incidences non contenues de la croissance démographique sont autant d'indicateurs de tensions et portent en elles tous les germes d'une désintégration de notre économie, de notre équilibre social".

A15 * 16/5/1980 : Interview accordée par le chef de l'Etat à la revue *Marchés Tropicaux* :

"La maîtrise de nos moyens de développement implique nécessairement la prise en considération de ce facteur primordial qu'est l'accroissement démographique. Comme je l'ai dit à Bafoussam, en l'an 2000, la population du Cameroun s'élèvera à 16,5 millions d'habitants ; ce chiffre atteindra 40 millions en l'an 2025 et il va sans dire que la population active et scolaire suivra, toutes proportions gardées, la même évolution. Cette perspective ne saurait laisser indifférent, ni être perdue de vue. Aussi fallait-il, d'ores et déjà, faire appel à toutes les ressources de l'imagination des Camerounais, à la rationalisation et à la maîtrise de leurs comportements, ainsi qu'à leur esprit de créativité, afin que la stratégie de la croissance intègre les problèmes posés par l'expansion démographique, l'éducation et l'emploi à l'ensemble de notre système de développement".

A16 * 4/11/1981 : Présentation du Vème Plan au Parlement par le chef de l'Etat :

"En effet, l'homme étant le capital le plus précieux de notre stratégie de développement, une importance particulière sera attachée aux phénomènes démographiques au cours des vingt prochaines années, d'autant plus qu'à l'horizon 2000, la population totale du Cameroun, qui oscillera entre 13 et 14 millions d'habitants, sera constituée pour près de 56 % de citadins contre 28 % seulement aujourd'hui. Les problèmes que soulèvent ces perspectives démographiques, dont j'ai rappelé la gravité au cours du Congrès de Bafoussam, peuvent être regroupés autour de cinq grands axes à savoir : l'équilibre entre les villes et les campagnes ; l'amélioration du cadre de vie aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain ; le problème de l'emploi avec son aspect sous-jacent, l'adéquation formation-emploi ; la redistribution des revenus ; enfin et surtout, les problèmes alimentaires qu'entraînerait une urbanisation rapide, se traduisant en terme d'écrémage permanent du milieu rural de ses forces vives (...).

En effet, l'accroissement impétueux de notre population pose des problèmes cruciaux dont il faut d'ores

et déjà envisager des solutions. Compte-tenu de la dimension et de la diversité de ces problèmes, et vu la modicité relative de nos moyens, il s'impose à nous que nous fassions appel à toutes nos ressources d'imagination, d'adaptation et de courage pour raccorder notre stratégie de développement à cette expansion démographique".

- A17 * 9/11/1981 : Discours de M. MBONJO EJANGUE, Secrétaire Général du ministère des Affaires Sociales à l'ouverture du séminaire sur le thème de "la parenté responsable aujourd'hui", organisé par la Fédération des Missions Evangéliques du Cameroun (FEMEC), à Yaoundé :

"C'est dans cette double perspective d'un accroissement équilibré et d'amélioration des conditions de vie de la population de façon harmonieuse avec l'évolution économique du pays, que le gouvernement entend situer son action dans le domaine de la planification familiale. Il s'agit en fait : de lutter contre la stérilité, d'encourager l'espacement des naissances, d'assurer la protection de la santé de la mère et de l'enfant en luttant contre la morbidité et la mortalité maternelles et infantiles, de développer l'aspect éducationnel qui est une action de sensibilisation, d'information et de formation en matière de population, auprès des jeunes, des éducateurs et des couples, de garantir par l'amélioration des conditions d'existence à travers les mesures appropriées d'hygiène, d'alimentation, d'éducation, l'avenir des enfants volontairement désirés".

- A18 * 25/2/1983 : Interview du président de la République dans l'hebdomadaire Paris-Match :

Q. "L'autosuffisance alimentaire va-t-elle pouvoir suivre l'explosion démographique du Cameroun ?"

R. "(...) En ces temps de pénurie où la famine, à l'instar d'autres grands fléaux, tend à devenir endémique dans certains pays du Tiers-Monde, il est réconfortant de constater que les résultats de cette politique vivrière et pastorale permettent à notre population de manger à sa faim et de voir sa ration alimentaire sans cesse améliorée en quantité, en qualité. Certes, le Cameroun, comme la plupart des pays en développement, connaît un taux de croissance démographique relativement élevé. Je suis cependant convaincu que grâce aux potentialités de notre sol et aux nombreuses mesures de promotion et de relance conçues et mises en oeuvre en vue de dynamiser de manière toujours accrue le secteur agro-pastoral, il sera possible de garantir l'équilibre nécessaire entre l'offre et la demande en matière alimentaire et même de dégager des surplus pour l'exportation".

- A19 * 24/9/1984 : Interview de Mme Elisabeth TANKEU, vice-ministre du Plan, à Cameroon Tribune, après la conférence mondiale sur la population de Mexico :

"La délégation camerounaise à Mexico a effectivement défendu la thèse de l'espacement des naissances comme méthode de planification familiale dans le but de sauvegarder la santé de la mère et de l'enfant et de promouvoir une parenté responsable. Elle a d'ailleurs démontré dans sa déclaration que la population est d'abord une ressource avant d'être considérée comme une charge (...). Bien que n'ayant pas encore formulé de manière explicite une politique démographique quelconque, le Cameroun a des options propres en matière de procréation. Comme je l'ai dit à Mexico, nous sommes conscients de l'incidence de la croissance rapide de la population sur les objectifs du développement, et n'encourageons pas la prolifération des familles nombreuses. Cependant, nous estimons inefficace toute action autoritaire en matière de procréation et oeuvrons à ce que chaque Camerounais prenne conscience de ses responsabilités et choisisse librement et volontairement le nombre de ses enfants dans le sens du bien-être de tous et selon le niveau socio-économique auquel il aspire (...). Dans la mesure où la population est pour nous une ressource avant d'être une charge, nous pouvons dire que les 14 millions d'habitants qu'abritera le Cameroun en l'an 2000 constituent un atout certain pour la valorisation d'importantes potentialités économiques dont recèle notre pays. Le gouvernement, quant à lui, s'efforce dans le cadre de notre système de planification, à préparer un cadre de vie meilleur à cette population en expansion".

- A20 * 23/7/1986 : Communication du chef de l'Etat à l'Assemblée Nationale sur le VIème plan quinquennal :

"Nous devons donc prendre davantage conscience du phénomène démographique qui gagne chaque jour de l'ampleur et de l'acuité dans les familles et dans les villes. Cette prise de conscience devra se traduire : D'abord par le maintien d'une nécessaire adéquation entre la population, les ressources et le développement. Ensuite par un meilleur déploiement de la population sur l'ensemble du territoire national. Enfin par la mise au point et la maîtrise d'une technologie adaptée à nos réalités et seule susceptible de valoriser les énormes potentialités que recèle notre pays dans de nombreux domaines.

C'est le lieu, me semble-t-il, d'attirer l'attention des Camerounais et des Camerounaises sur les conséquences économiques et sociales d'une progression incontrôlée de la natalité. La procréation, fût-elle un droit fondamental de tout homme, peut et doit être maîtrisée. Il s'agit par conséquent, non pas de rompre avec nos convictions religieuses et nos us et coutumes en ce domaine, mais de tendre de plus en plus vers la promotion et l'instauration réfléchies d'une paternité consciente et responsable".

LES DOSSIERS DU CEPED

La collection des *Dossiers du CEPED* est une collection de "documents de travail" destinée à accueillir des articles scientifiques se rapportant au domaine de la population et du développement.

Aucune condition n'est posée quant à l'origine ou l'organisme d'appartenance des auteurs. *Les Dossiers du CEPED* sont prévus pour une diffusion limitée mais rapide et "ciblée", en fonction du sujet traité. Ces articles ont vocation à être publiés également, en totalité ou en partie, sous la même forme ou sous une forme modifiée, dans des revues internationales. Aucune autorisation préalable n'est donc à demander au CEPED pour une nouvelle publication.

Les auteurs intéressés sont invités à envoyer au CEPED un texte, rédigé en français, de 15 à 50 pages dactylographiées sur papier blanc 21 x 29,7 cm, marges de 2,5 cm sur le pourtour, prêtes à être reproduites telles qu'elles (bonne qualité d'impression et taille des caractères suffisante pour une réduction à 16 x 24 cm). Il est souhaité que la pagination figure en haut (numéros impairs sur la droite, numéros pairs sur la gauche). En tête de l'article, après la page de titre, doit obligatoirement figurer un résumé en français accompagné des mots-clés, ainsi que la traduction du titre, du résumé et des mots-clés en anglais. L'envoi simultané d'une disquette enregistrée sur traitement de texte, avec les précisions techniques nécessaires, est souhaité mais non obligatoire. Les auteurs conservent la responsabilité de la présentation du texte qu'ils ont envoyé.

Les textes reçus sont soumis à deux lecteurs, intérieurs ou extérieurs au CEPED. Celui-ci peut en conséquence accepter ou rejeter un article pour des raisons de forme ou de fond, ou encore demander des modifications. Il se réserve la possibilité d'effectuer lui-même des corrections de forme, ainsi que le regroupement de plusieurs articles dans le même numéro des *Dossiers*. Les matériaux reçus ne sont pas renvoyés à leurs auteurs, qui sont donc invités à en conserver le double.

PARU PRECEDENMENT DANS LES DOSSIERS DU CEPED

- N° 1 - CLAIRIN (Rémy), GENDREAU (Francis) - 1988 - La connaissance des effectifs de population en Afrique. Bilan et évaluation. Hommage à Rémy Clairin.

Composition : CEPED
Impression et brochage :
SPIT, 60 78 27 36
Dépôt légal 4ème trimestre 1988



CEPED
15, rue de l'École de Médecine
75270 PARIS Cedex 06
Tél. : (1) 46 33 99 41

Photo de couverture : écorce battue,
art Mangbetu (Zaire oriental).
Reproduit avec l'aimable autorisation
du Musée Royal de l'Afrique Centrale
(Tervuren, Belgique).
Maquette : Marie-Agnès BRAY, ORSTOM

